

l'Anticapitaliste

n°415 | 1er février 2018 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

RUPTURES CONVENTIONNELLES COLLECTIVES

REFUSONS LE PERMIS DE LICENCIER!



Dossier

**CONGRÈS
NATIONAL
DU NPA**

Pages 6 et 7



ÉDITO

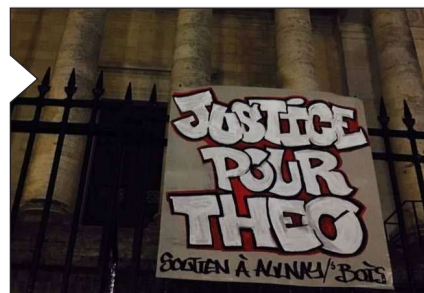
Contre l'impunité policière
et la société du flicage

Page 2

PREMIER PLAN

Rojava: Afrin résiste
à Erdogan

Page 2



ACTU SOCIALE

«Plan étudiant»: la sélection fait son entrée
officielle à l'université

Page 8

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Hélène Derrien de la coordination
nationale des comités de défense des hôpitaux
et maternités de proximité

Page 12



Par JULIEN SALINGUE

Contre l'impunité policière et la société du flicage

Un an après l'agression contre le jeune Théo à Aulnay-sous-Bois le 2 février 2017, on apprend que trois des quatre fonctionnaires de police inculpés pour «violences volontaires en réunion» ont été réintégrés par la police nationale. Seul le quatrième policier, mis en examen pour viol, reste suspendu. La nouvelle de cette réintégration suscite un émoi et une colère légitimes.

Trois semaines après le non-lieu dans le procès du gendarme responsable de la mort de Rémi Fraisse, on assiste en effet à une nouvelle démonstration de l'impunité dont jouissent les policiers impliqués dans des violences, y compris dans des cas de viol ou d'assassinat. Une impunité qui permet de comprendre, entre autres, pourquoi les flics continuent de multiplier les agressions contre les migrantEs, les manifestantEs ou les habitantEs des quartiers populaires: ils sont couverts!

À l'heure des grandes déclarations démagogiques de Macron, clins d'œil appuyés en direction de la droite et de l'extrême droite, sur le nécessaire «respect de l'ordre républicain» et sur la fermeté à l'encontre de ceux qui s'en prennent, y compris verbalement, aux forces de police, la perpétuation de l'impunité pour les flics violents est d'autant plus révoltante. Et comment ne pas relever qu'au même moment le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer annonce qu'il se déclare favorable à l'«expérimentation» proposée par Christian Estrosi à Nice, à savoir la présence de policiers municipaux dans des écoles primaires? Les enfants de 7 ans auront-ils eux aussi droit à des démonstrations de ce qu'il en coûte de refuser les humiliations policières ou de se soustraire à un énième contrôle d'identité? Il s'agit sans aucun doute, pour les partisans d'une société du flicage permanent, d'accoutumer tout le monde, y compris les enfants, à l'omniprésence policière. Blanquer ne dit pas autre chose lorsqu'il affirme sur France Inter qu'un flic dans une école, «[c]est quelqu'un qui va vivre au quotidien avec les enfants et va en fait s'intégrer dans leur vie».

Cher Jean-Michel Blanquer: non merci! Ce que nous voulons, ce n'est pas une police qui s'intègre à nos vies, mais bien que la police arrête de pourrir la vie de celles et ceux qui refusent de marcher au pas, qui n'ont pas la bonne couleur de peau ou qui se mobilisent contre un «ordre» injuste et violent. Et nous ne cesserons pas d'affirmer que nous refusons l'État autoritaire et l'impunité des flics, et que nous exigeons justice et vérité pour Théo, Adama, et toutes les autres victimes des violences policières.

BIEN DIT

«Il n'y a pas suffisamment d'éléments pour retenir la culpabilité des prévenus.»

Le président du tribunal correctionnel de Paris en charge du procès de Philippe Poutou et de ses deux camarades de la CGT poursuivis par Ford, 29 janvier 2018.

À la Une

Ruptures conventionnelles collectives: refusons le permis de licenciement!

La Rupture conventionnelle collective (RCC) est applicable depuis le début de l'année. Elle fait la «Une»: Pimkie (208 salariéEs), PSA (1300), mais aussi le groupe Figaro, les Inrocks ou la Société Générale.

Si dans le premier cas, Pimkie, la RCC n'a pas été acceptée par les organisations syndicales, chez PSA, les syndicats favorables à l'accord (FO, CFDT, CFTC, GSEA) totalisant 58% des voix, elle est sur les rails. Il faut en effet un accord majoritaire (signé par des organisations représentant plus de 50% des voix) pour mettre en œuvre ces plans de licenciements (mal) déguisés.

Les patrons l'aiment...

La direction de l'entreprise qui estime avoir besoin de se «réorganiser» définit le nombre de salariéEs concernés et les critères qui seront appliqués. Une fois l'accord syndical obtenu, il ne reste à la DIRECCTE (direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) qu'à le valider. Enfin, c'est encore le patron qui acceptera, ou non, les candidatures. «L'outil plaît aux chefs d'entreprise», titre *la Tribune*, qui annonce que 62% d'entre eux sont favorables à la RCC («Grande Consultation» réalisée par Opinion Way pour CCI France/*la Tribune*/Europe 1). Il n'est pas étonnant que ce dispositif, qui n'exige ni justification économique ni contrôle judiciaire, ait la faveur des patrons. Sécurisation, simplification, suppression des contraintes, flexibilité: toute la panoplie libérale leur est offerte.

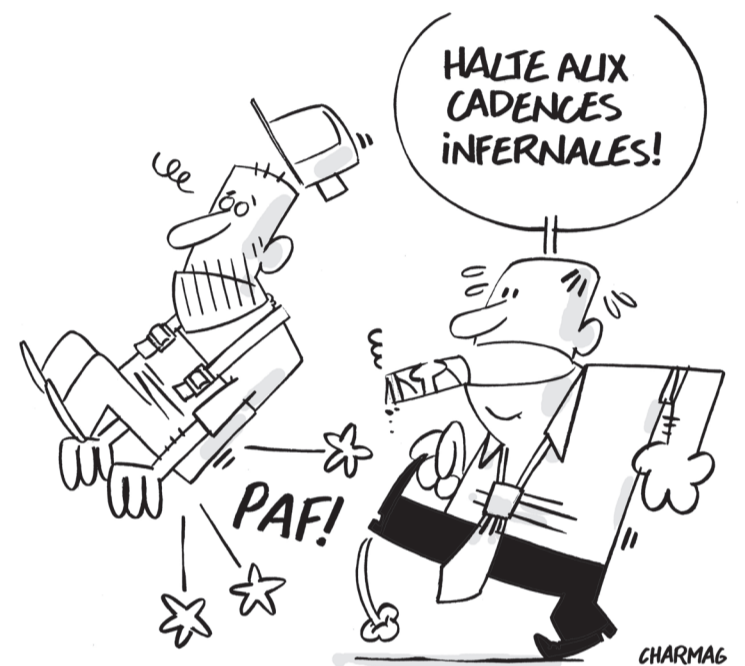
Et les salariéEs?

Muriel Pénicaud, défendant les RCC, a déclaré, au micro d'Europe 1, sur le ton de l'évidence «[que] si tout le monde est d'accord, éviter le traumatisme du licenciement, c'est quand même mieux»: le retour de la fable du gagnant-gagnant, des

rapports apaisés entre patrons et salariéEs... Cette même fable est aussi convoquée pour vanter les mérites des ruptures conventionnelles individuelles. Ce dispositif qui permet de mettre fin à un contrat à durée indéterminée «d'un commun accord» entre le ou la salariéE et l'employeur, est à l'œuvre depuis 2008. Le nombre de ces ruptures «ni licenciement, ni démission» est en progression constante: en 2017 leur nombre a augmenté de 7,9% par rapport à 2016, pour atteindre 420 900, soit 2,9 millions depuis leur création. Au-delà des chiffres bruts, il est nécessaire de se pencher sur ce que dissimule un tel «succès».

Vous avez dit «consentement»?

Une enquête Dares réalisée en 2012 auprès de 4 502 salariéEs signataires d'une rupture conventionnelle homologuée cherche à faire la lumière sur le «consentement du salarié à la rupture conventionnelle». Selon cette étude, 34% des ruptures s'apparenteraient à des licenciements: autant dire qu'on est loin du consentement! Dans les situations de ruptures plus proches de la démission (38% des cas) on peut aussi s'interroger sur le consentement quand, pour de plus en plus de salariéEs, malgré la menace d'un chômage de moins en moins bien indemnisé, la rupture peut apparaître comme la moins mauvaise solution tant les conditions de travail sont devenues destructrices. L'étude conclut que dans tous les cas, elle représente «un outil puissant de destruction du CDI» et constate que, depuis 2008, la rupture conventionnelle joue «un rôle non négligeable dans l'augmentation statistique du chômage».



En réalité, c'est bien tout le baratin sur la «flexi-sécurité», censée réduire le chômage, qui est démenti.

«Un idéal de rupture pacifiée»

Les chercheurEs rappellent utilement que le fait que «l'employeur et le salarié [puissent] convenir en commun des conditions de la rupture du contrat de travail qui les lie» a longtemps été «jugé inapplicable» au contrat de travail à durée indéterminée, et que cet «idéal de rupture pacifiée» veut réhabiliter «le modèle civiliste égalitaire de l'autonomie de la volonté, effaçant la dimension inégalitaire inhérente au contrat de travail». Collective ou individuelle, la rupture conventionnelle n'est pas qu'un outil de plus pour faciliter

les licenciements: elle est un élément central de la transformation néolibérale de la société, qui fait du travail une marchandise comme les autres, échangée «librement» sur un «marché du travail» où les individus sont isolés et privés de droits collectifs. Face à ce rouleau compresseur, il faut évidemment réaffirmer que le seul contrat de travail doit être à durée indéterminée et que tous les licenciements doivent être interdits. Au-delà il faut remettre au centre de nos combats tout ce qui donne la priorité à nos conditions de vie: la réduction collective massive du temps de travail, le salaire à vie, et aussi le débat sur la finalité de la production et son autogestion. **Christine Poupin**

ROJAVA

Afrin résiste à Erdogan

L'offensive turque contre le canton d'Afrin, le troisième canton de la Fédération du nord de la Syrie, n'est en rien une surprise. Le président turc Erdogan claironnait son intention d'attaquer Afrin depuis des mois.

La seule question était de savoir quand l'agression allait se déclencher et quelle serait la réaction des puissances impérialistes à l'œuvre dans la région, Russie et USA. Si les FDS (Forces démocratiques syriennes) ont mis beaucoup plus de temps que

nécessaire pour reprendre Raqqa, c'est que les préparatifs de défense d'Afrin avaient besoin de ce temps, pour acheminer armes et combattants dans l'enclave.

Faux prétextes, vraies raisons

La visite médiatisée de membres de l'état-major turc à Moscou quelques jours avant le début de l'attaque ne laissait plus de doutes, l'attaque allait avoir lieu avec la bénédiction des Russes, maîtres du jeu au nord-ouest de la Syrie. Les raisons de cette carte blanche donnée par les Russes à l'armée turque sont apparemment multiples, d'une part une faveur faite à Erdogan en récompense des gros accords signés par Gazprom avec la Turquie, mais aussi un jeu

inter-impérialismes qui consiste à affaiblir l'influence étatsunienne et celle de l'Otan dans la région. L'annonce récente par les USA de la constitution d'une force de «gardes-frontières» de 30 000 hommes et femmes, en fait principalement des Kurdes membres du YPG, chargée de la sécurité de la frontière nord de la Syrie, même si elle a été ensuite précipitamment démentie, a fourni un prétexte inespéré à Erdogan. Car sa hantise est la jonction possible des trois cantons, Ceziré, Kobané et Afrin, qui formeraient une continuité à sa frontière. Pour l'empêcher, la Turquie occupe le territoire syrien qui sépare les trois cantons, la région de Jarablous et d'Al Bab, auparavant occupée par l'État islamique, et

colonise de fait le territoire, chassant des Kurdes de leurs villages, et installant ses services postaux, son administration et même ses propres programmes scolaires dans les écoles.

Nationalisme turc exacerbé

L'absence de réaction concrète du gouvernement syrien témoigne d'une collusion de fait entre Erdogan et Assad. Pour l'instant, le dictateur turc a partiellement réussi son pari: il suscite un élan de soutien nationaliste dans la population turque et dans les partis politiques kémalistes; même le CHP social-démocrate soutient son intervention. Tous ceux qui voudraient s'y opposer sont en danger d'emprisonnement ou de mort. «C'est bien pire que pendant le coup d'État fasciste de 1980», nous dit un militant d'extrême gauche turc, «le moindre tweet ou like sur



L'année 1968 débute au Vietnam

En février 1968, les forces de libération engagent au Sud-Vietnam « l'offensive du Têt » (du Nouvel an). De très grande ampleur, elle est menée sur tout le territoire sud-vietnamien, dont Saïgon. Sa portée internationale est considérable, elle galvanise le mouvement anti-impérialiste et la radicalisation de la jeunesse. Depuis 1965, le Vietnam est devenu l'épicentre de la situation mondiale. Les États-Unis ont pris le relais des Français. Ils poursuivent une escalade militaire multiforme de plus en plus meurtrière, incluant le bombardement massif des zones libérées au sud, du Nord-Vietnam, du Laos

et finalement du Cambodge. L'enjeu de cette guerre totale n'est pas local. Il s'agit de porter un coup d'arrêt à la dynamique révolutionnaire initiée dans le tiers monde par la victoire de la révolution chinoise (1949), puis de la « refouler » : l'objectif est de rétablir l'ordre impérialiste dans le monde, sous hégémonie US. Les racines de la radicalisation de la jeunesse des années 1960 sont diverses, mais la mobilisation contre l'escalade impérialiste au Vietnam constitue l'élément fédérateur le plus manifeste. Aux États-Unis, le mot d'ordre du retrait immédiat des troupes US devient de plus en plus populaire. En France, grâce aux liens tissés durant la guerre d'Algérie, le Comité Vietnam national (CVN) regroupe d'emblée de nombreuses composantes (personnalités « auto-

nomes » du PCF, chrétiens, extrême gauche...) – un courant maoïste fait cependant bande à part avec les Comités Vietnam de base (CVB). Au Vietnam, la décision d'engager une offensive de l'ampleur du Têt n'allait pas de soi, car elle faisait apparaître au grand jour le réseau de résistance au sud et pas seulement des divisions de l'armée régulière basée au nord. Le danger était cependant de voir la guerre s'enliser alors que Washington concentrait sur les pays d'Indochine tous ses moyens militaires. Le coût payé par le mouvement de libération a été très lourd et l'infrastructure militante du Front national de libération (FNL) a été sévèrement frappée. Cependant, la bataille de Saïgon a constitué un électrochoc aux États-Unis, forçant le gouvernement à engager

des négociations qui ont débouché, moins de dix ans plus tard, sur le retrait des troupes US et l'effondrement du régime qu'il soutenait au sud.

En France, ces années ont été pour une génération militante une école d'internationalisme en actes : mobilisations, aide aux soldats US désertant des bases situées en Allemagne, envoi d'aide médicale au FNL, etc. Elle a illustré la nécessité impérieuse de la solidarité, mais aussi sa fragilité. Après la grève générale de mai, les CVN et CVB ont disparu, l'extrême gauche se concentrant sur son implantation ouvrière. L'escalade US au Vietnam n'en continuait pas moins à faire rage. Il a fallu tout reconstruire ; ce fut le Front solidarité Indochine (FSI). La continuité de l'internationalisme en actes doit être assurée aussi longtemps que les luttes se poursuivent. Un enseignement à ne pas oublier.

Pierre Rousset

Le chiffre 9 millions

C'est le nombre de personnes qui, selon le dernier rapport de la fondation Abbé Pierre sur l'état du mal-logement en France, vivent dans des logements trop petits, et sont donc en situation de « surpeuplement ». Un chiffre en augmentation de 11,5 % par rapport à 2006, et une tendance qui risque de ne pas s'inverser avec la politique d'injustice sociale de Macron.



Agenda

Jeudi 1^{er} février, manifestation contre la sélection à l'université, Paris. Départ 14 h place Jussieu, en direction de la Sorbonne.

Du vendredi 2 février au dimanche 4 février, congrès national du NPA, Saint-Denis.

Mardi 6 février, rassemblement contre le licenciement de Gaël et la répression à La Poste, Paris 7^e. À 19 h, ministère du Travail, 127, rue de Grenelle, métro Varenne.

Jeudi 8 février, manifestation nationale des cheminotEs, Paris. Départ à 13 h de République, en direction de Bercy.

Samedi 10 février, réunion publique « La santé en souffrance », Avignon. Avec Philippe Poutou et d'autres intervenantEs, à 17 h 30, au château de Saint-Chamand, 3, avenue F. Mauriac (Ligne n° 6 arrêt terminus). Organisée par ÉÉLV, Ensemble, LFI, GDS, ND, NPA, PCF, Solidaires.

RÉFORME DU BAC Faciliter la sélection à l'université

Le gouvernement surfe sur l'idée qu'il y aurait 80 % d'échec en première année (L1) à l'université. C'est un mensonge : il est vrai que 80 % des étudiantEs de L1 ne continuent pas en L2, mais c'est souvent pour faire d'autres études. En revanche, 80 % des jeunes qui entrent dans l'enseignement supérieur en sortent avec un diplôme. Voilà ce que le gouvernement veut détruire.

Blanquer, le ministre de l'Éducation nationale, continue la destruction de l'accès aux études supérieures, avec la publication du rapport Mathiot le 24 janvier. La volonté d'instaurer la sélection à l'université emprunte deux voies : Parcoursup et le nouveau bac (qui sera effectif en juin 2021, mais dont la nouvelle classe de seconde sera mise en œuvre dès septembre 2018).

Sélection partout, justice nulle part

Chaque lycéenE de terminale doit remplir en ce moment ses vœux d'orientation dans l'enseignement supérieur (classe prépa, BTS, IUS et université) dans l'application Parcoursup, qui remplace Admission Post Bac. Ce qui est nouveau c'est que toutes les filières deviennent sélectives.

Chaque université a mis en place des capacités d'accueil et va classer les lycéenEs en fonction de critères personnels (les attendus nationaux et les attendus locaux). Pour



postuler en licence de sociologie à Montpellier, il faut avoir déjà réalisé des « études collectives et individuelles sur des faits sociaux contemporains ». C'est-à-dire qu'il faut déjà avoir un master de sociologie pour prétendre s'inscrire en L1. C'est une véritable usine à gaz !

Un même bac pour touTEs, un même droit à l'éducation

Le rapport Mathiot sur le nouveau bac permettra de « simplifier » Parcoursup. Le bac Mathiot augmente le nombre de voies au lycée général : de trois (S/ES/L), on passe à neuf couples de disciplines

majeures (maths/physique, SES/histoire, lettres/langue, etc.), ce qui permet de mieux coller aux attendus à l'université. À l'inverse, les filières technologiques voient leurs disciplines majeures réduites à 4, qui ne colleront qu'à des filières courtes (essentiellement BTS et IUT). Le problème du sureffectif à l'université est résolu en empêchant les jeunes titulaires de bac pro et bac techno d'entrer à la fac !

Mais ce n'est pas tout. Le nombre d'épreuves terminales du bac est réduit à 4. Le contrôle continu comptera dans 40 % de la note du bac et 75 % des épreuves auront eu lieu au mois d'avril de l'année de terminale. Autant de moyens pour légaliser la différence entre un « bac Henri IV » et un « bac banlieue » et pour s'assurer que les jeunes en difficulté scolaire, qui ont besoin de toute l'année de terminale pour s'en approprier le programme, se retrouvent en échec au bac. La riposte commence à s'organiser (voir notre article pages 8-9). Une mobilisation à construire, pour exiger la fin de la sélection à l'université, de réels moyens pour étudier et enseigner dans de bonnes conditions, et l'accès à touTEs les jeunes à l'enseignement supérieur.

Raphaël Gregg

Facebook peut nous envoyer en prison, alors les rassemblements ou les manifestations, c'est du suicide ! » Erdogan peut aussi se vanter d'avoir le soutien d'une partie de l'opposition syrienne, puisque certaines brigades djihadistes de l'ASL marchent devant ses tanks, drapeaux déployés. Pour l'heure, à notre connaissance, seul le Courant de la gauche révolutionnaire syrienne a déclaré son total soutien à la résistance d'Afrin contre l'invasion turque.

Résistance kurde

Le problème d'Erdogan, c'est la féroce résistance que rencontre son armée. Malgré les centaines de raids effectués par ses F16, les tonnes de bombes lâchées, on parle même de l'utilisation de napalm dans certains secteurs, il n'avance pas. Au dixième jour de l'intervention, ses tanks n'ont pu progresser que de 200 mètres

à la frontière et ses troupes d'une dizaine de kilomètres au maximum dans quelques villages, alors que le nombre de victimes civiles augmente, dans une population composée pour la moitié de réfugiés ayant fui les atrocités de l'EI et des brigades djihadistes, ainsi que les bombardements du régime. La population civile d'Afrin, autochtones ou réfugiés, reste solidaire de la résistance des FDS/YPG/YPJ, parce que ce petit territoire a mis en place l'égalité des droits pour touTEs, comme dans les deux autres cantons de la Fédération, et qu'une stabilité et une prospérité relatives y régnaient. L'agression turque replonge des centaines de milliers de réfugiés dans le cauchemar qu'ils avaient fui.

Les Kurdes d'Afrin espèrent que la solidarité internationale leur viendra en aide. Pour le moment, les fortes



mobilisations, en Allemagne, en Grande-Bretagne, en France, sont portées par la diaspora kurde. La présence des partis de gauche, des syndicats, reste très faible. Nous devons très vite apporter notre soutien

à ces combattantEs qui défendent un projet pluraliste, antifasciste, féministe et multiethnique à rebours total des évolutions politiques et sociales au Moyen-Orient.

Mireille Court

NO COMMENT

« Il n'y a pas de doute sur le fait que Gérald Darmanin puisse rester au gouvernement. »

NICOLE BELLOUBET, ministre de la Justice, RTL, 28 janvier 2018, à propos de la plainte pour viol déposée contre le ministre des Comptes publics.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Julien Salingue

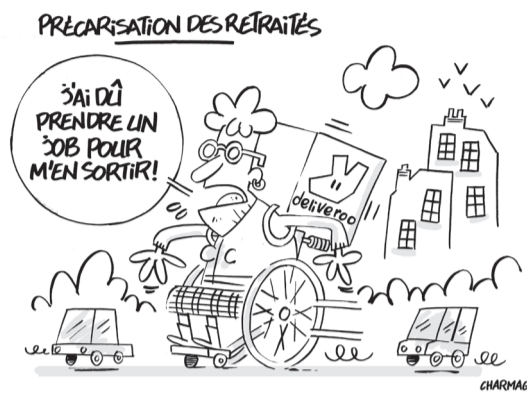
Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoiimp@wanadoo.fr



CSG

Les entourloupes de Macron



Le gouvernement prétend que l'augmentation de la CSG « compensée » par la suppression des cotisations sociales a pour but d'augmenter le pouvoir d'achat de la population. La réalité est différente...

La CSG sur les salaires du public et du privé est passée, au 1^{er} janvier 2018, de 7,5 % à 9,2 % (+ 1,7 point) soit une augmentation de 22,66 %. Sur les pensions de retraite elle progresse de 6,6 à 8,3 % (+ 1,7 point également) soit une augmentation de 25,76 %. Pour « compenser » cette augmentation, les cotisations maladie (0,75 % en 2017) ont été supprimées au 1^{er} janvier et les cotisations chômage (2,4 %) diminuées de 1,4 point. Elles disparaîtront définitivement le 1^{er} octobre 2018, soit 9 mois sans « compensation ».

Pseudo-compensation

Les fonctionnaires n'auront aucune augmentation de leur salaire net, le gouvernement se contentera de verser une indemnité compensatrice de 1,67 % de la rémunération brute afin de contrebalancer la hausse de la CSG. La contribution exceptionnelle de solidarité de 1 % disparaît pour les fonctionnaires concernés, et dans ce cas l'indemnité compensatrice est ramenée à 0,67 % du salaire brut. Les plus grandes victimes sont les retraités. Certes, les revenus les plus bas restent exonérés de la CSG ou soumis au taux réduit (3,8 %), mais la majorité des pensions sera ponctionnée par la hausse de la CSG. Le gouvernement prétend compenser cette perte de revenus par le dégrèvement de la taxe d'habitation, mais cette mesure, qui n'est pas spécifique aux retraités, sera mise en œuvre progressivement : cet impôt local sera diminué de 30 % en octobre 2018 et de 35 % en 2019 et 2020. Trois ans sans pseudo-compensation !

La fiscalisation, un risque majeur pour la Sécu

Macron, qui s'était engagé à diminuer l'impôt de 5,5 milliards d'euros, va en réalité l'augmenter puisque 21,5 milliards d'euros de cotisations seront remplacés par un impôt, la CSG. Les employeurs bénéficient ainsi d'exonérations de cotisations sociales supplémentaires, tandis que les salariés sont taxés par cet impôt particulièrement injuste, avec un taux unique quel que soit le revenu, alors que l'impôt sur le revenu reste encore un petit peu progressif. La CSG contribuait au financement de la protection sociale pour un montant de 90 milliards d'euros, auxquels s'ajoutent en 2018, 21,5 milliards supplémentaires, soit 111,5 milliards. C'est une somme plus importante que les 70 milliards d'impôt sur le revenu (IR) et bien tentante pour les gouvernements ! La fusion de l'IR avec la CSG prônée par le PS et la droite pourrait ainsi être à l'ordre du jour après la mise en œuvre du prélèvement de l'IR à la source en 2019. Les recettes allouées au financement de la Sécurité sociale et celles de l'État pourraient ne plus être distinctes. Macron a déjà annoncé qu'il envisageait de financer des dépenses de l'État par la CSG, affectée jusqu'à présent uniquement à la Sécu. Les caisses de la Sécurité sociale seraient ainsi ponctionnées au profit des assurances privées, des fonds de pension...

S. Bernard

MIGRANT-E-S Quand les étudiantEs étrangers prennent d'assaut l'Europe forteresse

Et si Macron était pire que Sarkozy? L'ancien président de la République semblait être le symbole du charnier, de l'immigration choisie et de la politique raciste jamais égalable. Pourtant c'est chose faite.

Macron a annoncé vouloir, au cours du 1^{er} semestre de l'année 2018, « refonder entièrement notre droit d'asile ». En résumé? Doubler à 90 jours la durée de la détention en centre de rétention administrative (CRA), expulser plus que les 10 % de migrantEs « dublinés » actuels (réfugiés dont on a pris les empreintes dans un autre pays européen avant d'arriver en France), condamner pour délit de solidarité à tout va... Sarkozy prétendait vouloir une « immigration choisie », en vidant les anciennes colonies françaises des étudiantEs les plus diplômés; Macron va plus loin : depuis septembre 2017 aucune préfecture d'Île-de-France ne délivre de régularisation sous le titre visa étudiant...

Coordination et auto-organisation

Face à ces blocages institutionnels auxquels ont dû faire face



les étudiantEs sans-papiers, la question de créer un rapport de forces à travers une mobilisation s'est imposée. À l'initiative du Réseau universités sans frontières (RUSF), depuis novembre 2017, plusieurs rassemblements (16 et 30 novembre, 1^{er} décembre à Paris 8, 30 décembre devant l'antenne de la préfecture à la Cité universitaire, etc.) et assemblées générales ont été organisés avec les concernés et leurs soutiens. Petit à petit, à l'initiative de RUSF Paris 1, la mobilisation a pu s'étendre sur d'autres universités, permettant une convergence des luttes sur la région parisienne. Cette mobilisation s'inscrit dans une dynamique positive. On peut

voir une avancée qualitative des discussions, tant sur les manières de massifier le mouvement tout en le rendant plus visible, que sur l'auto-organisation effective des étudiantEs sans papiers. Lors de la dernière AG du 22 janvier, 11 universités (Paris 1, Paris 4, Paris 7, Paris 8, Paris 10, Paris 13, Inalco, Saint-Quentin, Villetaneuse, Science Po, Paris Sud) étaient représentées avec une prise de contact entre soutiens et concernés. Ce qui favorise l'organisation de l'activité sur ces facs, mais aussi une volonté d'accroître l'auto-organisation par des diffusions de tracts et des interventions dans les amphithéâtres et les salles de cours, avec la création de banderoles, de chants, etc. De

plus, suite à l'intervention d'une étudiante sans-papier, avec la possibilité d'organiser une réunion non mixte d'étudiantEs étrangères et la possibilité d'établir par eux-mêmes leurs revendications, l'auto-organisation se construit.

Convergence nécessaire

Néanmoins, il y a toujours des difficultés à ce que le mouvement soit visible sur les universités parce que cette mobilisation se fait sans réel appui des autres organisations universitaires. Ainsi, la lutte contre le plan étudiant ne saurait se faire en oubliant les plus opprimés d'entre nous qui, dans de nombreuses universités, sont illégalement refusés à l'inscription s'ils ne peuvent fournir un titre de séjour en règle.

Si cette mobilisation exemplaire nous donne à réfléchir quant aux actions en soutien aux sans-papiers, elle ne saurait inverser le rapport de forces qu'en convergeant et en s'inscrivant dans un front large, animé par l'ensemble des activistes que le gouvernement aimerait tant faire taire. La manifestation du 17 mars, appelée par des collectifs de sans-papiers, de migrantEs et de familles mobilisées contre les violences policières, est une perspective à défendre dans chacun de nos quartiers, de nos lieux de travail et de nos lieux d'études.

Gaël (Paris 1) et Fatou (INALCO)

MACRON À DAVOS

Vérité en anglais, mensonges en français

Pour connaître la vérité de Macron il faut écouter la version anglaise de son discours à Davos. C'est là qu'il se révèle, et non dans le blabla pour une mondialisation qui ne profiterait pas qu'aux plus riches.

Emmanuel Macron souffrirait-il de dédoublement de la personnalité ? À la conférence de Davos, grand raout des puissants du monde, grands patrons et dirigeants des États, Macron a fait un discours en deux parties. En anglais, il s'est exclamé « France is back ! » (« la France est de retour »). Et il a fait la promotion de ses réformes : destruction du code du travail, baisse de l'impôt sur les sociétés, diminution de l'impôt sur le capital (avec la réforme de l'impôt sur la fortune et la mise en place de l'impôt forfaitaire). En français, par contre, il a plaidé pour changer la mondialisation, fustigé les 1 % les plus riches et les entreprises qui exagèrent en matière d'optimisation fiscale. Il a aussi affirmé que les États devaient « arrêter de détricoter le droit social ». Même le Monde, en général favorable à Macron, a noté que c'était quelque peu en décalage avec ce qu'il avait dit au début de son intervention.

Les affreux à Versailles

En fait, c'est en anglais que Macron a dit la vérité à Davos. Son discours là-bas se situe dans la droite ligne de ce qui avait été présenté deux jours plus tôt à 140 grands patrons de multinationales (dont Google, Samsung, Goldman



Sachs, la BNP, Axa, Facebook, Coca-cola, Danone...) réunis au château de Versailles. Une petite fête qui aura coûté la bagatelle de 600 000 euros ! Parmi les participants, on pouvait noter une belle brochette de personnes aussi « honorables » que des mafieux comme Lloyd Blankfein, patron de

la banque Goldman Sachs (à qui ses spéculations au moment de la crise des « subprimes » ont rapporté des milliards), Brian Moynihan, qui dirige la Bank of America et a multiplié par quatre son salaire (et dont la banque a dû payer une amende de 17 milliards de dollars pour solder ses responsabilités

dans l'affaire des « subprimes »), ou encore Jamie Dimon, le patron de la banque JP Morgan, qui a payé 23 milliards de dollars d'amende en 2013 et a été jugé en France pour fraude fiscale. À Versailles étaient aussi présents des dirigeants d'entreprises connues pour leur forte tendance à pratiquer l'évasion fiscale : Facebook, Google, Axa...

Ils aiment Macron

Dans le beau monde international, tout le monde aime Macron. Il est de leur monde, se plie à tous leurs codes, il a l'air moins imprévisible que Trump, il a le pouvoir de les inviter à dîner dans des cadres fastueux et, surtout, proclame sans honte que la France est l'endroit idéal pour faire des profits. Le « France is back » annonce la poursuite d'une offensive méthodique contre les acquis sociaux. La politique de Macron est cohérente, et son énergie contraste avec les divisions, les compromissions ou les proclamations souvent sans conséquence des dirigeants politiques et syndicaux. Pour faire bouger le curseur, il faudra que « ceux d'en bas » se remobilisent ensemble, au-delà des nécessaires, mais malheureusement insuffisantes, luttes locales ou sectorielles.

Henri Wilno

Depuis la proclamation de l'indépendance de la République de Macédoine en 1991, un contentieux oppose les autorités macédoniennes et l'État grec. Historiquement, le terme «Macédoine» désigne en effet non seulement l'État du même nom, mais aussi une région qui s'étend au nord de la Grèce. Cette dernière accuse la Macédoine d'avoir des visées sur une partie de son territoire, et a ainsi jusqu'à présent mis son veto à l'entrée du pays dans l'OTAN et l'UE. Des discussions sont en cours pour un règlement du contentieux, avec l'hypothèse d'un changement de nom de la République de Macédoine en «Nouvelle Macédoine» ou «Macédoine du Nord». Mais les nationalistes grecs s'opposent à toute présence du mot «Macédoine». (ndlr)

GRÈCE Poussée nationaliste, Aube dorée en embuscade

Le 21 janvier, près de 100 000 personnes se sont retrouvées à Thessalonique, en Grèce, à l'appel d'organisations nationalistes, pour affirmer que «La Macédoine est grecque». Éléments d'analyse avec **Petros Constantinou**, conseiller à la municipalité d'Athènes pour Antarsya et coordinateur de la Keerfa, mouvement antifasciste et antiraciste.



Russie, qui se sont exprimés dès l'effondrement de la Yougoslavie. L'OTAN veut s'élargir et la Russie réagit. Il y a également les antagonismes entre les classes dirigeantes locales. La Grèce est en position de force avec une armée déjà dans l'OTAN et des capitaux dans l'UE. Elle contrôle des banques et des industries à Skopje. La classe dirigeante en Grèce est divisée, entre ceux qui veulent un compromis et une ouverture des relations économiques, et ceux qui veulent continuer les menaces et pressions et l'application d'un contrôle total sur le pays voisin. De telles campagnes nationalistes demandaient dans le passé l'invasion de la Macédoine par l'armée et la répression de la minorité en Grèce.

Quelle est la position de la gauche en Grèce ?

Le gouvernement du Syriza soutient la «solution» du nom composé et toutes les revendications de changement de la Constitution.

Antarsya soutient le droit des Macédoniens à choisir le nom de leur État, et appellent à une lutte commune contre l'OTAN et les classes dirigeantes. Les néonazis d'Aube dorée, en procès en tant qu'organisation criminelle, ont soutenu la manifestation nationaliste et tentent de sortir de l'isolement dans lequel les ont mis leurs affaires judiciaires, toujours en cours. Dans ce climat, le 17 mars est la mobilisation qui peut barrer la route au retour d'Aube dorée, mais aussi mettre en avant la solidarité internationale des peuples des Balkans et d'Europe. Il y a deux ans, les frontières s'étaient ouvertes pour laisser passer la plus grande caravane de réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale. C'était une fête de la solidarité. C'est la tradition d'action commune que nous allons faire revenir dans les rues le 17 mars, contre l'Europe ferrettes, contre le repli nationaliste, le fascisme et les frontières fermées : la gauche révolutionnaire doit être en première ligne !

Quel était l'objet de la manifestation du 21 janvier dernier ?

La manifestation nationaliste à Salonique, avec pour slogan «La Macédoine est grecque» est une initiative de la droite et de l'extrême droite, avec le soutien d'une partie de l'Église. Ils ne reconnaissent pas l'existence d'une nation macédonienne, ni d'une minorité en Grèce, mais soutiennent que les Macédoniens sont seulement les Grecs de la région autour de Salonique !

La revendication que le gouvernement grec n'accepte pas que l'État voisin se dote d'un nom composé où figure le terme «Macédoine» est apparue alors qu'est examinée la

demande d'entrée dans l'OTAN de la République de Macédoine et de la Bosnie comme premier pas vers leur entrée dans l'UE. La Grèce a exercé son droit de veto depuis 2008 contre cette demande, mettant la pression afin que le pays voisin change sa Constitution, ses symboles et son nom.

Quels sont les autres enjeux ?

Derrière cette campagne chauvine, on retrouve les antagonismes entre les États-Unis, l'Allemagne et la

ALLEMAGNE Le retour de la «grande coalition»

Ce mini-congrès a ouvert la perspective d'une entrée du SPD dans une nouvelle «grande coalition» réunissant les deux partis de «l'Union», la CDU chrétienne-démocrate et la CSU chrétienne-sociale, avec les sociaux-démocrates. Les négociations pour la constitution du cabinet ont été officiellement ouvertes ce lundi 29 janvier.

Volte-face du SPD

Le SPD, plus vieux parti existant en Allemagne, a déjà participé à des «grandes coalitions» dirigées par Angela Merkel, entre 2005 et 2009, puis entre 2013 et aujourd'hui. Lors des élections législatives fédérales du 24 septembre 2017, le parti a obtenu le pire score de son histoire d'après 1945 avec 20,5% des voix, et exprimé son refus de négocier avec Merkel. La droite CDU/CSU a ensuite mené des négociations pour la formation d'une coalition gouvernementale avec le FDP (parti libéral, voire ultralibéral) et les Verts. Si le parti écologiste, aujourd'hui devenu largement centriste après avoir été ancré à gauche dans les années 1980, a négocié de manière bien opportuniste, c'est le FDP qui a fini par faire échouer les pourparlers en novembre 2017.

Au nom de la raison d'État, le Parti social-démocrate a donc fait volte-face. Mais c'est à une courte majorité de 56% des voix des délégués que le mini-congrès a acté l'accord pour négocier une nouvelle participation au gouvernement, au côté de la CDU/CSU.

Par ailleurs, il a aussi exprimé ses doutes sur le contenu d'une future coalition, en adoptant une résolution qui réclame ouvertement des modifications – après coup – du

document d'«accord de principe pour négocier», auparavant conclu entre SPD et CDU/CSU. Le SPD exige ainsi, selon cette résolution, qu'il ne puisse plus y avoir des contrats de travail sous forme de CDD sans motif de recours précisé. Il demande aussi que soit mis fin à l'inégalité extrêmement forte entre les différents régimes d'assurance maladie, dont les perdants sont actuellement à la fois les salariés sans mutuelle (n'étant couverts que par l'assurance maladie publique) et les «petits» indépendants ou travailleurEs fausement indépendants, écrasés par le coût de leur couverture de santé. Il est improbable que le SPD réussisse à imposer ces demandes.



Schulz et Merkel. © PARLEMENT EUROPÉEN

document d'«accord de principe pour négocier», auparavant conclu entre SPD et CDU/CSU. Le SPD exige ainsi, selon cette résolution, qu'il ne puisse plus y avoir des contrats de travail sous forme de CDD sans motif de recours précisé. Il demande aussi que soit mis fin à l'inégalité extrêmement forte entre les différents régimes d'assurance maladie, dont les perdants sont actuellement à la fois les salariés sans mutuelle (n'étant couverts que par l'assurance maladie publique) et les «petits» indépendants ou travailleurEs fausement indépendants, écrasés par le coût de leur couverture de santé. Il est improbable que le SPD réussisse à imposer ces demandes.

L'extrême droite à l'affût

Il paraît déjà loin le temps où Martin Schulz, ancien président du Parlement européen, faisait une entrée triomphale dans la politique intérieure allemande, au cours de l'hiver 2016-2017. Alors qu'il adoptait un discours se voulant «social»... mais se révélant vite bien creux, des dizaines de milliers de nouveaux et nouvelles adhérents avaient rejoint le SPD au cours du premier trimestre 2017. L'euphorie n'a pas duré, elle a vite été douchée par l'apparition du vide derrière les belles phrases. Le pire dans tout cela, c'est que l'extrême droite – notamment sous forme du parti AfD («Alternative

pour l'Allemagne») – risque de profiter fortement de l'érosion de la base du SPD, si celle-ci continue. Au mois de mars 2018 auront lieu les élections aux comités d'établissement en Allemagne. Pour la première fois, à l'instar de la liste «Zentrum Automobil» qui avait déjà obtenu environ 10% des voix chez Daimler-Benz il y a quatre ans, plusieurs dizaines de listes d'extrême droite pourraient apparaître. Le parti AfD, malgré un programme officiel qui reste largement ultralibéral, a commencé à se doter d'une politique pseudo-syndicale et paraît bien décidé à forcer la porte des anciens fiefs sociaux-démocrates... **Bertold du Ryon**

Le monde en bref

Afghanistan Le chaos s'approfondit.

40 morts dans un assaut contre l'hôtel Intercontinental de Kaboul le 20 janvier ; plus de 100 morts dans un attentat à proximité du ministère de l'Intérieur le 27 janvier ; 11 morts, 48 heures plus tard, dans une attaque contre l'Académie militaire... Le chaos s'approfondit en Afghanistan, plus de 16 ans après la guerre initiée, en octobre 2001, par l'administration Bush et ses alliés occidentaux au nom de la «lutte contre le terrorisme». Certains des attentats sont revendiqués par les Talibans, d'autres par des groupes ayant prêté allégeance à l'État islamique. Les autorités fantoches afghanes, qui n'exercent aucune souveraineté sur le pays, y compris sur sa capitale, appellent à l'aide les USA, qui fournissent déjà environ 90% du budget de la Défense, soit 4 milliards de dollars par an. Donald Trump avait déjà annoncé il y a quelques mois l'envoi de 4 000 soldats supplémentaires, portant à 17 000 le nombre total de militaires étrangers présents sur le sol afghan. Des troupes qui ne manqueront pas de contribuer, comme elles le font depuis 16 ans, à alimenter les phénomènes de violence armée, démontrant une fois de plus que les expéditions militaires occidentales, quel que soit le prétexte au nom duquel elles sont menées, portent en elle la mort comme la nuée porte l'orage.

Gaza «Au bord de l'effondrement complet».

Ce sont des responsables des organes sécuritaires israéliens qui l'ont affirmé à la mi-janvier : la bande de Gaza est «au bord de l'effondrement complet». Coupée du monde et soumise à un blocus meurtrier, l'enclave palestinienne, dans laquelle survivent quelque 2 millions de personnes, continue de mourir à petit feu : chômage de masse (plus de 60% des jeunes diplômés), pauvreté endémique (80% de la population ne survit que grâce à l'aide alimentaire), pénurie d'électricité (4 heures par jour en janvier), etc. Dans un reportage publié le 28 janvier sur Mediapart, Thomas Cantaloube évoque également la question essentielle de l'eau : «l'essentiel de l'eau qui circule dans les tuyaux (95% selon l'Organisation mondiale de la santé) est impropre à la consommation humaine. Lorsqu'on se brosse les dents, un arrière-goût colle aux gencives. Se baigner dans la mer revient à nager à la sortie des égouts, puisque le système de traitement des eaux usées est en carafe depuis des mois...». Une situation de plus en plus tragique, déjà évoquée dans ces colonnes, mais qui mérite d'être rappelée tant le silence complice de la «communauté internationale» et l'absence de toute sanction contre Israël sont révoltants.

Russie Censure d'un film sur la mort de Staline.

La Russie de Poutine n'aime pas que l'on se moque des dictateurs, en tout cas lorsqu'ils sont russes. Le réalisateur britannique Armando Iannucci l'a appris à ses dépens : son film *The Death of Stalin* (la Mort de Staline), qui sortira sur les écrans français le 21 mars prochain, devait être projeté en Russie à partir du 25 janvier. Mais finalement, le film ne sera pas diffusé. Pourtant, comme le rappelait *Libération.fr* le 29 janvier, «la comédie, qui raconte avec humour noir et burlesque les dernières heures du tyran puis l'empoigne au sein du Politburo pour sa succession, avait reçu toutes les autorisations». C'était sans compter sur les amis de Poutine, parmi lesquels Elena Drapenko, du comité pour la Culture de la Douma (parlement russe), citée par *Libération* : «Dans des conditions de guerre de l'information, nous devons commencer à vivre selon les règles du temps de guerre, limiter la diffusion de toute information qui porte préjudice à la morale et à la sécurité de notre pays.» Une étape supplémentaire de la réhabilitation de Staline par le régime poutinien, pour lequel l'autoritarisme n'est pas un vice mais une vertu, qui doit être glorifiée et non critiquée, y compris avec humour. **JS**



CONGRÈS NATIONAL DU NPA

PLATEFORME U ET MAINTENANT? CONSTRUIRE COLLECTIVEMENT LE NPA ET SES INTERVENTIONS!

Les congrès locaux ont dégagé une majorité relative (près de 49 %) pour la position U, autour de l'idée du rassemblement du NPA, de sa construction dans la continuité de la campagne présidentielle et de la bataille pour le front unique. C'est à partir de ce résultat et de ces objectifs qu'il faut maintenant rassembler le plus largement pour mener les batailles à venir, construire le NPA et ses interventions.

Le texte d'orientation proposé par la Pfu a recueilli environ 55 % de votes favorables dans les congrès locaux, ce qui indique qu'une majorité de militantEs souhaite qu'il serve de base pour faire avancer le NPA. Les débats ont en général été sereins, même si les divergences d'orientation, stratégiques et tactiques, n'ont pas été réglées. Et nous devons continuer le débat de fond dans l'ensemble de l'organisation. Élément notable : l'un des bilans depuis le dernier congrès est que le NPA est sans doute une des seules organisations de gauche qui n'a pas reculé en nombre de militantEs dans la dernière période.

Un contenu pour avancer ensemble

Nous l'avons dit à plusieurs reprises : nous ne pensons pas être la solution à tous les problèmes, notre regroupement s'est simplement donné comme tâche d'être l'aile marchante pour faire avancer l'organisation. Nous proposons donc aux camarades qui sont d'accord sur les points suivants d'avancer ensemble :

- s'engager pleinement dans la construction des mobilisations qui s'annoncent : contre les réformes de l'éducation, pour les migrantEs ou pour amplifier la victoire de NDDL ;
- proposer une politique de front unique de la base au sommet, notamment en s'adressant à toutes les organisations politiques, syndicales et associations pour la construction de ces mobilisations et pour un mouvement d'ensemble contre le gouvernement ;
- mettre en place des campagnes politiques propres du NPA, avec du matériel, des réunions publiques et argumentaires, afin que l'organisation soit identifiée sur des mots d'ordre politiques de lutte et de rupture avec le capitalisme ;
- renforcer les instances de l'organisation, en particulier ses médias et ses commissions,

pour l'intervention sur les lieux de travail, l'immigration, l'antifascisme ; relancer les réunions de branches, les réunions nationales public-privé, les rencontres nationales de comités, la formation nationale ;

– commencer à discuter d'assurer la présence du NPA aux européennes, sur une orientation de rupture internationaliste, ce qui ne peut évidemment se faire avec la FI de Mélenchon.

Cela devrait regrouper une forte majorité de déléguéEs au congrès national. Nous nous adressons en particulier aux camarades qui, bien que se reconnaissant dans nos objectifs, ont voté pour d'autres plateformes pour marquer leurs interrogations ou leurs réticences, que nous souhaitons lever en confirmant notre volonté d'avancer ensemble.

Le vote des congrès locaux était une première étape pour rassembler l'organisation autour d'une orientation qui lui permette d'aller de l'avant. Il serait dommageable, alors que le gouvernement Macron commence à être affaibli et que des mobilisations démarrent dans la santé et la jeunesse, que le NPA ne soit pas en ordre de bataille.

L'équipe d'animation de la Pfu

PLATEFORME T POUR UNE RÉORIENTATION MAJORITAIRE DU PARTI DÈS CE CONGRÈS

Pour notre plateforme, le résultat est modeste (5,3 %). Nous subissons la crise chronique du parti car des dizaines de camarades qui avaient voté pour nos propositions au précédent congrès l'ont quitté depuis : tout en continuant de partager nos positions et de les défendre dans les luttes, ils/elles ne croient plus à la possibilité de refonder le NPA. Et pourtant, nous avons réussi à gagner de nombreux/ses autres camarades à nos propositions : un tiers de celles et ceux qui ont voté pour notre plateforme ont rejoint le NPA depuis le dernier congrès. De plus, dans la grande majorité des AG, les débats ont été riches et fraternels et beaucoup de camarades ont souligné la richesse de notre texte, discuté nos propositions, et ont montré leur accord en votant pour lui lors des votes en non contradictoire.

La majorité sortante (près de 60 % lors de la conférence nationale de 2016) a perdu son pari : sa plateforme qui a prétendu faire une majorité en escamotant les débats de fond, est minoritaire (48,5 %).

Les anciennes composantes de l'ex-plateforme A (41 % en 2016) totalisent ensemble 49 % des voix. En outre, beaucoup de militantEs du parti ont voté pour la U par défaut, cédant à la pression visant à donner une majorité au parti alors qu'ils/elles se retrouvaient davantage dans les axes défendus par les autres textes. Cette majorité n'existe pas et chaque déléguéE a aujourd'hui un rôle décisif à jouer : il s'agit de mener au congrès lui-même les discussions de fond pour dégager des axes majoritaires qui permettent de réarmer le parti.

Nous faisons le pari qu'une majorité de déléguéEs, ceux et celles de l'ex-PfA et de plateformes locales, mais aussi au-delà, peut se retrouver pour réorienter en profondeur le parti. Nous faisons les propositions suivantes :

– dépasser l'anticapitalisme pour une perspective communiste actualisée. Notre parti doit se fixer l'objectif de défendre un projet de société communiste et un programme de transition révolutionnaire qui articule nos mots d'ordre à la nécessité

d'un gouvernement des travailleurEs, en rupture avec la propriété et les institutions capitalistes. Nous proposons que le congrès décide d'une conférence nationale sur la question du programme, en vue de l'adoption d'un Manifeste pour un communisme du 21^e siècle ;

– développer l'implantation de notre parti sur les lieux de travail, en y défendant l'auto-organisation et une politique en rupture avec celle des bureaucraties syndicales ; s'investir collectivement dans le Front social pour en faire un outil pour le Front unique et de convergence des luttes, tout en le rendant plus inclusif ;

– mieux intégrer la lutte contre les oppressions spécifiques à notre orientation et à nos pratiques quotidiennes ;

– démocratiser et améliorer le fonctionnement du parti : le CPN doit redevenir la direction réelle du parti, en mandatant précisément le CE et en cadrant l'intervention de nos porte-parole. Nous devons intégrer l'ensemble des sensibilités dans l'appareil dirigeant du parti, et renouveler largement celui-ci.

PLATEFORME V UN CONGRÈS QUI RESTE OUVERT : LA PFU SANS MAJORITÉ ABSOLUE

C'est un échec pour la Pfu : son objectif central n'est pas atteint. À la sortie des AG, les militants et militantes du NPA ne lui ont pas donné de majorité absolue. Tout ça pour ça ? La Pfu avait pourtant évité dans son texte tous les sujets qui fâchent : quel bilan des gouvernements anti-austérité ? De Syriza ? De Podemos ? Des directions syndicales ?

Au niveau stratégique pas plus de clarté : la classe ouvrière joue-t-elle toujours un rôle central pour en finir avec le capitalisme ? 50 ans après la grève générale de mai 68 : quelles hypothèses stratégiques dans la lutte des travailleurs pour le pouvoir ? Parti révolutionnaire ou « représentation » des opprimés et des exploités ? Ce flou dans le contenu allié à une campagne contre les tendances et fractions devait mener à une majorité absolue. Mais les AG électives ont prouvé la vitalité du NPA. Bien loin des jérémiades contre les tendances, c'est bien la volonté de discuter politique et de confronter les points de vues qui a dominé dans les débats. Nous y avons contribué avec la Pfv, par exemple sur le

bilan de la lutte contre la loi travail. Pour nous, c'est la confirmation d'un rapport de forces dégradé mais aussi l'émergence d'une avant-garde militante qui a rompu avec le PS, qui est critique avec les directions syndicales, qui a fait l'expérience du rôle de l'État et de sa police et pour qui la grève générale n'est pas qu'une question d'histoire. Nous avons aussi discuté du parti que nous voulons : clairement révolutionnaire et internationaliste mais aussi profondément implanté et capable de prendre des initiatives. C'est aujourd'hui 12,5 % de l'organisation qui se reconnaît dans cette politique.

Nous avons axé les discussions autour de la politique de construction d'un pôle ouvrier lutte de classe qui s'incarne en partie dans le Front social. La motion Front social est d'ailleurs largement majoritaire dans les AG. Nous avons ainsi discuté du front unique : « de la base au sommet » mais sans obéir aux injonctions des sommets qui de plus en plus ne veulent rien faire et dont l'unité sert souvent à la démobilitation.

Le nombre de voix des composantes de la Pfu est en recul

depuis la dernière CN alors que celui des composantes de l'ex-PfA a augmenté. Nous avons donc des responsabilités. C'est pourquoi, sans donner l'illusion que nos divergences seraient effacées, nous proposons :

– de reprendre la discussion pour élaborer une déclaration du congrès. Nous soumettons comme base le texte (« *Construire un parti révolutionnaire, internationaliste, de classe* ») que nous avons proposé en octobre 2017 à toutes les composantes de la A.

– de proposer au vote deux motions. Une première sur la nécessaire mobilisation contre la loi Vidal. Et une seconde pour préparer les conditions, dans tous les cas, d'une candidature du NPA aux élections européennes de 2019 et décider de faire une proposition unitaire à Lutte ouvrière.

Nous pourrions sur ces questions être majoritaires lors du congrès national. Encore faut-il pour cela que chacun assume ses responsabilités et défende un rassemblement autour de ces objectifs, en particulier les délégués de la Pfv qui seront les plus nombreux en dehors de la Pfu.

PLATEFORME W UNE ORIENTATION POUR INTERVENIR DANS LE MONDE DU TRAVAIL ET LA JEUNESSE, MAINTENANT

Les interventions des camarades de notre plateforme W dans les différentes AG ont eu un fil directeur : nous donner les moyens d'organiser les travailleurs sur des bases politiques d'indépendance de classe, de disputer la direction des luttes aux appareils. Pour nous « l'unité », dans les luttes à venir, c'est l'unité de la classe ouvrière, pas des appareils. Or des luttes d'envergure dépassant le seul cadre local ou sectoriel, ne sont peut-être pas si lointaines. Le fait est qu'on assiste en ce mois de janvier à un frémissement du climat politique général, à l'encontre du gouvernement. Il y a eu bien sûr la libération de la parole des femmes avec la vague #MeToo. Mais voilà que la contestation dépasse les luttes locales, gagne d'autres terrains à l'échelon national. À propos de la politique scléreuse du gouvernement contre les migrants ; des nouvelles mesures de sélection à l'entrée des universités ; des économies qui saccagent les hôpitaux publics, de la situation innommable des maisons de retraites. À propos des migrants, nous venons de décider une campagne

politique nationale. Elle s'impose, sous forme de tracts, tribunes, meetings. D'autant que jusqu'à présent, au-delà des prises de position courageuses des associations, la seule expression politique vigoureuse dénonçant les pratiques Macron... vient d'une frange des rangs gouvernementaux ou de certaines personnalités de droite. D'où la nécessité que le NPA s'adresse d'abord au reste de l'extrême gauche (LO, AL...) et plus largement à la gauche de la gauche, aux syndicats, pour mener une telle campagne de dénonciation. Une campagne expressément politique, au-delà des efforts de bien des camarades qui s'investissent localement et à juste titre au côté des efforts humanitaires des associations. Une campagne politique, laquelle ne doit pas se restreindre à la seule participation à la journée contre le racisme du 17 mars. À propos de la sélection à l'université, une mobilisation est en marche chez les enseignants, les étudiants et les lycéens. Il s'agit que le parti s'y investisse pleinement, sans se contenter des limites des initiatives syndicales.

Dans le secteur de la santé, la mobilisation nationale des EHPAD, les luttes dans différents hôpitaux, pour le moment encore locales et dispersées, comme la médiatisation des tribunes de médecins, de personnels soignants (voir le succès du #BalanceTonHosto), laisse prévoir des possibilités de vastes mobilisations nationales du secteur hospitalier où nous pourrions en nous appuyant sur l'auto-organisation aider à la convergence des luttes. Et d'autres zones sont sensibles, sous pression d'économies désastreuses, comme la SNCF. Autant de contestations, pouvant être contagieuses, et créer un climat politique redonnant confiance aux salariés dans leurs capacités de mobilisation d'ensemble. Nos opportunités d'intervention dans ce nouveau climat politique devraient faire partie des enjeux de notre congrès, non seulement en concrétisant et actualisant certains de nos débats, mais en donnant une orientation du parti pour les semaines et mois à venir.

L'équipe d'animation de la plateforme W

PLATEFORME X CONTRE VENTS ET MARÉES, UN CHOIX, DES PERSPECTIVES

Les résultats de la Pfx sont pour le moins extrêmement modestes, les paradoxes nombreux. Le premier est un rapport sans doute ambivalent de la plupart des camarades avec les « tendances ». Leur jeu, leur dérive ont été très largement dénoncés. Mais les mêmes s'y sont rattachés malgré tout. Le risque est évident de continuer comme avant. La Pfu a fait de la construction d'une majorité son principal argument pour « sauver » le NPA. Rappelons néanmoins que des votes majoritaires ont déjà eu lieu à l'occasion du dernier congrès, notamment sur la présidentielle. Ils ont été foulés aux pieds l'année suivante par les mêmes qui aujourd'hui forment la Pfu. Le fait que la Pfu atteigne plus ou moins 50% ne nous intéresse pas. Ce n'est pas une question de respect des engagements pris et du sérieux avec lequel on aborde les problèmes posés par l'ensemble du parti y compris sur les questions de fonctionnement. C'est la base

de tout ciment politique et de toute direction inclusive. Les nostalgiques de la Pfa aimeraient de leur côté refaire l'unité de la « gauche » du parti. Tant le fond des discussions que les rapports exécrables entre petites chapelles rivales montrent pourtant que ce n'est guère convaincant. L'unité contre le « danger » réformiste au sein du NPA est un argument bien faible au regard de tous les autres problèmes politiques discutés ou au contraire évités ces dernières années et que nous avons essayé de porter à ce congrès. En fait, rien ne bougera si on se contente de s'aligner sur les unEs ou sur les autres. L'enjeu désormais n'est pas de rejouer la partition déjà entendue. Dans la jeunesse, sur l'immigration et la défense des services publics hospitaliers, nous avons des campagnes à mener sur d'autres terrains que celui des élections. Cela devrait être désormais notre préoccupation. Dans la continuité des engagements de la Pfx, nous continuerons également à porter

nos perspectives et nos préoccupations y compris au CPN. Parce que représenter une réelle alternative au réformisme exigera bien autre chose que des raccourcis sur le « populisme » de Mélenchon. Parce que combattre le Front national sera plus que jamais un combat politique, autrement plus compliqué que d'en rester aux poncifs de « l'antifascisme ». Parce que la lutte contre le racisme n'implique en rien d'abdiquer nos idées face aux marchands d'illusions réactionnaires plus ou moins teintées de lutte contre « l'islamophobie ». Intervenir dans les luttes, en particulier dans les entreprises, demandera une analyse lucide des rapports de forces, une politique d'organisation et autre chose qu'un débat réducteur pour ou contre le Front social. Construire un parti révolutionnaire dans la période à venir exigera de la même façon de renouer avec le meilleur du projet tel que nous l'avons défendu en 2009, sans aucune nostalgie pour les groupes sclérosés made in 68 mais sur des bases clairement révolutionnaires.

PLATEFORME Y IL EST ENCORE TEMPS DE RÉORIENTER ET RECONSTRUIRE LE NPA ! PRENONS NOS RESPONSABILITÉS !

Le résultat principal des AG de congrès est le fait que la plateforme U à vocation majoritaire n'a pas réussi à atteindre la majorité et n'a obtenu que 48,5% des voix. À titre de comparaison, au dernier congrès de 2015, les plateformes 1 et 2, qui composent pour l'essentiel la Pfu actuelle, avaient obtenu en score cumulé plus de 60% des voix et avaient fini par diriger le NPA de fait en essayant tant bien que mal de concilier leurs désaccords. Les AG électives montrent ainsi, autant par les votes que par les discussions locales des militantEs, une réelle forme de perte de confiance dans cette direction, principale responsable de la situation et de l'orientation du NPA de ces dernières années. Les autres plateformes (issues de la Pfa) cumulent quant à elles 49%. Cela confirme, comme nous l'avions défendu depuis longtemps, que si elles s'étaient présentées unies et avaient tenté de construire une dynamique commune pour réorienter le NPA (avant et pendant le congrès), cette tentative aurait été couronnée de succès. Ces résultats laissent cependant

encore une possibilité de donner une direction alternative au NPA. Les plateformes T, V, W, X, Y et Z ont un grand rôle à jouer en ce sens et une lourde responsabilité pèse désormais sur elles. Mais pour cela, il nous faut plus qu'un accord parlementaire à ce congrès ou que la reformation d'un simple bloc défensif pour contrer la Pfu. Il faut s'adresser à touTEs les militantEs du parti et en particulier à touTEs les déléguéEs (dont celles et ceux issus des plateformes locales, mais aussi certains déléguéEs de la U en défiance vis-à-vis d'une partie de leur plateforme) pour lancer une dynamique de reconstruction et de ré-orientation du NPA sur des bases communes, qui faisaient selon nous le socle commun de la Pfa mais qui sont partagés plus largement par de nombreux militantEs du parti. Nous devons réinvestir ensemble les comités, les commissions, écrire pour le journal et le site web, proposer des formations à tout le parti pour pousser ensemble et le plus largement possible à une réorientation du NPA. Il est ainsi possible et réaliste pour le NPA de s'appuyer sur

les acquis de la campagne Poutou pour clarifier sa stratégie, donner une priorité à la construction dans le monde du travail et la jeunesse, intervenir dans la lutte des classes pour lui proposer une stratégie pour gagner, et réviser et adapter son programme à la période dans la perspective d'un gouvernement des travailleurEs. Dans cet objectif et quelle que soit l'issue de ce congrès, nous appelons donc dès maintenant à un rassemblement des militantEs – appartenant ou non à une tendance – pour agir en ce sens pendant et après le congrès, afin de voir émerger une réelle dynamique de renouvellement et de réorientation du NPA et de ses pratiques militantes. Nous devons nous atteler à cette tâche en restant ouvert et en mettant fin à nos vieilles pratiques et à nos rivalités internes stériles, qui loin de servir le débat nous paralysent plus qu'elles nous permettent d'avancer. Dépassons nous, soyons ambitieux, et prenons nos responsabilités pour réarmer le NPA en véritable parti communiste et révolutionnaire !

PLATEFORME Z TRÈS BON SCORE DE LA PLATEFORME Z, DES RESPONSABILITÉS RENOUVELÉES POUR LA GAUCHE DU PARTI FACE À L'ABSENCE DE MAJORITÉ

Un peu plus de 1330 camarades ont participé et voté aux débats de pré-congrès, rythmés par plusieurs discussions (sur la nature et la dynamique du néo-réformisme, la situation internationale et la séquence actuelle en France, nos capacités d'intervention dans la lutte des classes et notre projet de parti). Une participation en légère augmentation par rapport à la conférence nationale de 2016, mais en baisse par rapport au congrès de 2015, symptôme que malgré le succès relatif de la campagne Poutou, le parti a du mal à sortir de l'impasse et à renouer avec une dynamique de construction. La Pfu se présentait comme la plateforme (Pf) qui allait recueillir une majorité de voix pour relancer la dynamique de l'organisation. Elle rate son pari en ne faisant que 48,5% des voix, preuve que face à un parti en crise, le fait d'aligner sur une même liste ses principaux référents autour d'un texte composite ne suffit pas à convaincre largement les militants. Il faut au contraire un bilan sérieux des limites du projet initial du NPA.

La gauche du parti, qui s'était regroupée autour de la Pfa lors de la dernière conférence nationale et qui là se présentait sous six Pfs distinctes, recueillie dans son ensemble 49% des suffrages exprimés. Dans ce cadre la Pfx, impulsée par le Courant communiste révolutionnaire, à l'initiative du quotidien en ligne Révolution permanente, ainsi que par des militants d'une autre sensibilité, obtient 10,5% des suffrages, un très bon score au regard de précédentes échéances internes. D'autant plus qu'il a été obtenu au terme d'une bataille ouverte contre les limites du projet des partis larges et en faveur d'un parti révolutionnaire ayant pour centre de gravité la lutte de classes. Les 49% des suffrages obtenus par les Pf issues de l'ex Pfa leur imposent la responsabilité de chercher à sortir le NPA d'une crise dont sont responsables, pour une bonne part, les camarades ayant animé la Pfu, qui ont été la direction de fait de l'organisation depuis sa fondation et qui refusent tout bilan sérieux de son échec. Par-delà nos divergences,

nous partageons au sein de la gauche du parti l'analyse de l'impasse politique que représente le néo-réformisme ; de la séquence actuelle où Macron a gagné la première manche mais est loin d'avoir gagné la guerre ; que l'organisation, enfin, que nous devons construire, doit porter une parole d'indépendance de classe et un projet politique ouvertement révolutionnaire. Ces éléments pourraient être les bases d'un travail en commun de l'ex-Pfa – ainsi que d'une discussion approfondie sur nos désaccords – pour faire la démonstration de ce dont notre parti serait capable s'il s'en donnait les moyens dans des luttes, certes difficiles, mais qui peuvent permettre à notre classe et à la jeunesse de reprendre confiance. C'est d'autant plus d'actualité que la grogne gagne plusieurs secteurs que ce soit la santé, l'éducation ou la jeunesse. Mettre en œuvre cette dynamique serait la meilleure façon pour nos Pf de proposer à l'ensemble du parti une alternative de direction, pour un NPA ouvrier et révolutionnaire.

L'équipe d'animation de la Pfx

EHPAD

Mobilisation réussie

C'était une première et ce fut un succès : comme le montrent les informations venant de nos correspondantEs en région parisienne et en province, la mobilisation a été au rendez-vous dans les EHPAD. Elle a posé sur la place publique la question du sort réservé dans cette société à ses ainés.

Difficile de faire le tour de toutes les initiatives en raison de l'extrême dispersion des sites et des villes en lutte. Toutes les régions sont concernées.



© NPA

Du centre au sud

À Clermont-Ferrand, c'est un rassemblement de 1500 personnes. À Lons-le-Saunier, 400 personnes se sont regroupées. Pour Angers, 1500 personnes en manifestation le mardi matin, réparties également entre CGT, CFDT et FO, et des petites délégations Sud et CFTC, avec une présence notable de familles de résidentEs. Beaucoup de petits établissements étaient présents avec de nombreux débrayages dans l'après-midi. Une délégation a été reçue par le directeur de cabinet du préfet avec l'Agence régionale de santé (ARS).

À Albi, plusieurs établissements en grève et un rassemblement de plus de 300 personnes devant l'ARS, avec tous les syndicats. Dans le Sud-Ouest des rassemblements ont eu lieu devant l'ARS de Bordeaux, à Capbreton, Saintonge, La Rochelle, Mauléon, Villeneuve-sur-Lot. À Toulouse, près de 400 manifestantEs avec de nombreux EHPAD représentés, autour d'équipes CGT et Sud, ainsi que des personnels de l'hôpital.

De l'ouest à Paris

À Caen, une courte manifestation organisée par l'intersyndicale des retraités en fin de matinée, a regroupé environ 200 personnes, qui se sont rassemblées devant l'ARS. À Rouen, c'est un rassemblement de 500 personnes avec la présence du collectif « Vieux debout ». Belle manifestation à Quimper avec 2000 personnes. À Dijon, 250 personnes, avec rassemblement et délégation à la préfecture. Des débrayages et rassemblements proportionnellement importants dans plusieurs EHPAD de la région. À Bordeaux, courte manifestation de 200 personnes (CFDT, CGT, FO) et une délégation à l'ARS.

À Paris, 1000 personnes devant le ministère de la Santé, avec des regroupements plus importants au départ des ARS. Pour la ministre, tout est sous contrôle. Mais une intersyndicale était prévue mercredi soir pour décider de nouvelles initiatives.

Au total une mobilisation réussie, notamment au plus près des établissements, avec des personnels très motivés, très remontés.

CorrespondantEs

Le plan présenté par le PDG, Bompard, prévoit la suppression de 4 500 emplois dont 2400 au siège (soit près d'un emploi sur 5) et la fermeture des 273 magasins ex-Dia en France. Classique aussi la réaction du gouvernement dont le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a promis d'« être vigilant sur l'accompagnement de chaque salarié dont le poste sera supprimé » ce qui est vraiment le service minimum quand on sait qu'entre 2013 et 2015, Carrefour a reçu 1,2 milliard d'euros d'aides publiques au travers du CICE et par le biais d'exonération de cotisations sociales... au nom de la préservation de l'emploi.

Modifications structurelles

Autre classique, Carrefour n'est pas vraiment en difficulté, avec au premier semestre 2017 un chiffre d'affaires de 43 milliards d'euros, en hausse de 3,3%, et avec un bénéfice net certes en recul par rapport à 2016 mais qui se chiffre tout de même à 78 millions d'euros. Et les motivations et projets du groupe sont plus inquiétants encore que les mesures d'ores et déjà annoncées. Il s'agit de transformer le modèle d'organisation de ce géant de la grande distribution tout en visant la réalisation de 2 milliards d'euros d'économies par an dès 2020. Au programme : le rattrapage du retard dans le numérique, le développement de l'automatisation tant dans les plateformes logistiques qu'au niveau des caisses des magasins et des stations-service. La concurrence des achats en ligne, les modifications des habitudes de consommation, dont la croissance du « bio », viennent compléter l'argumentation de la direction du groupe.

Pour Carrefour le choix est clair : le coût et les conséquences des restructurations pèseront avant tout sur les salariéEs. Les actionnaires ont pourtant été bien servis ces dernières années en recevant 36% du résultat net en 2014 et de 16 à 18% en 2013 et 2015. Soit de 200 à 500 millions d'euros par an.

Conséquences sociales dramatiques

Les inquiétudes des salariéEs sont multiples. Tout d'abord au

CARREFOUR Ici on brade l'emploi

Comme cela arrive le plus souvent, c'est par une hausse du cours de l'action de plus de 4% que la Bourse a immédiatement apporté son soutien à la restructuration de Carrefour (350 000 salariéEs dans 35 pays dont 115 000 en France), annoncée dans la presse le 22 janvier.

BOMPARD VA MODERNISER LES MAGASINS CARREFOUR



sujet des suppressions d'emplois car le plan de départs volontaires risque bien de ne pas rencontrer le nombre de « volontaires » programmé, avec tout ce que cela signifie au niveau des pressions, des menaces, du harcèlement. En ce qui concerne la cession des magasins Dia, rien n'indique que ceux-ci trouveront des repreneurs, d'autant plus que, dans le même temps, Carrefour prévoit l'ouverture de 2 000 supérettes dans les cinq ans en Europe. Ce sont ainsi plus de 2 000 emplois qui sont menacés. Autre disposition inquiétante, alors que la direction assure qu'il n'y aura aucune fermeture d'hypermarchés : la mise en place d'un système de location-gérance. Une organisation dans laquelle le locataire-gérant loue le fonds de commerce en versant des redevances et qui pourrait être

mise en œuvre dans les établissements jugés les plus en difficulté. Si cinq établissements sont d'ores et déjà prévus, cela pourrait en toucher une quarantaine. Des centaines, voire des milliers de salariéEs sont concernés. Avec comme conséquence une baisse de revenus estimée à deux mois de salaire, due à la perte d'avantages « maison » (prime d'ancienneté, participation, intéressement, tickets restaurant). Si la diminution du nombre d'hypermarchés n'est pas annoncée, leur surface totale serait réduite d'au moins 100 000 m² d'ici 2020, avec des transformations en zones de préparation de commandes, de magasins d'usines ou pour professionnels. Dans le même temps 170 magasins « drive » seront ouverts dès 2018 et, en 2019, plus de la moitié des magasins permettront de retirer des achats faits en ligne. Un ensemble de dispositions qui fait craindre un nombre de suppressions d'emplois bien supérieur aux annonces de ces jours derniers, et qui fait craindre également une dégradation des conditions de travail et des

déqualifications, au regard de ce qui se passe dans les entreprises de ce type, à l'instar d'Amazon.

Construire la riposte

Ainsi, les craintes et les colères des salariéEs sont pleinement fondées, et de différents ordres. Dès le mardi 23 janvier, une grève a regroupé 90% des salariéEs de l'hypermarché de Château-Thierry dans l'Aisne, un magasin qui doit passer en location-gérance. En Belgique, 24 des 45 hypermarchés sont en grève depuis vendredi 26. En France, une journée de grève et de mobilisations est organisée par FO, syndicat majoritaire, le 8 février. Si une seule journée de grève ne fera pas revenir la direction sur son plan de saccage de l'emploi et des conditions de travail, ce sera un premier test sur les possibilités de mobilisation. Une première occasion de réaffirmer que les salariéEs ne doivent pas faire les frais des réorganisations capitalistes. Et une nouvelle occasion de réaffirmer que l'interdiction des licenciements et la réduction du temps de travail sont plus que jamais à l'ordre du jour.

Robert Pelletier

BOSCH Le refus du chantage

L'usine Bosch de Rodez en Aveyron, avec 1 600 salariéEs, ne produit que pour le diesel. Les deux lignes de production actuellement en place pour les injecteurs seront obsolètes en 2020 suite à un changement de normes antipollution connu depuis quatre ans.

Le tout diesel : les ouvriers de Bosch ne sont en rien responsables des choix de leur patron, le troisième équipementier automobile mondial, mouillé pour complicité avec Volkswagen dans son truquage des moteurs diesel.

« Des négociations imposées par la direction »

Les craintes de ces dernières semaines ont été confirmées. Les chefs en charge du diesel sont venus dans l'usine de Rodez le 26 janvier et ont pu lire la banderole déployée à

l'entrée : « Arbeit fürs Leben, du travail pour la vie ». Les patrons de Bosch ont annoncé l'abandon de l'une des lignes de production, ce qui entraînera, d'ici à 2020, la suppression de 400 emplois. Et ils se sont en plus livrés à un chantage : contre la signature d'un accord de compétitivité avant le mois d'avril, l'adaptation de l'autre ligne de production aux nouvelles normes antipollution. Cela représenterait un investissement de 14 millions d'euros dont Bosch veut le financement par les salariéEs, la région Occitanie et l'État. Des baisses de salaire certaines

et aucun engagement sur les productions à venir. L'intersyndicale de l'usine, SUD-CGT-CGC-CFDT, refuse ce chantage : « À l'heure actuelle rien n'est réuni pour entamer des négociations imposées par la direction. Dans les jours à venir, l'intersyndicale consultera les salariéEs en amont de ces négociations. »

Le géant équipementier Bosch, propriétaire de l'usine, les constructeurs automobile et les pouvoirs publics ont les moyens et la responsabilité de trouver des productions se substituant au diesel pour garantir

l'emploi. En France, en 2017, il y a 45 000 salariéEs qui travaillent, chez les constructeurs et les équipementiers, sur le diesel.

La peur peut être bonne conseillère pour le gouvernement et le patronat. Dans un bassin industriel proche de Rodez, à Decazeville, un « touTEs ensemble » mobilise depuis plusieurs années population et salariéEs menacés. Pour l'emploi chez Bosch, dans et autour de l'usine, c'est un touTEs ensemble à une plus grande échelle qui peut faire peur à ce gouvernement.

Correspondant

« PLAN ÉTUDIANT » La sélection fait son entrée officielle à l'université

Le « plan étudiant » du gouvernement doit entrer en vigueur dès la rentrée de septembre 2018. Selon le gouvernement, il ne serait pas question de « sélection » à l'université. Pourtant, c'est bien un cocktail explosif qui se prépare et dont le « plan étudiant » n'est que la première étape.

Le projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiantEs, dit « plan étudiant », va modifier considérablement les conditions d'admission et de formation à l'université. Avant même sa lecture au Sénat prévue les 7 et 8 février, la première mise

en œuvre est déjà effective à travers la création de la plateforme Parcoursup qui remplace APB (admission post-bac).

Sélection multiforme

Premier aspect de la réforme, l'admission des prétendantEs à l'université

APPEL « Non au licenciement de Gaël! Regroupons-nous contre la répression à La Poste et ailleurs! »

Un appel de soutien à Gaël Quirante et contre la répression du mouvement social.

Gaël Quirante, secrétaire départemental de SUD Activités Postales 92 et militant du Front social, subit un véritable harcèlement disciplinaire : 10 tentatives de licenciement en 14 ans, et presque un an de mises à pied cumulées. La Poste avait en effet tenté de le licencier en 2010 en l'accusant de séquestration alors qu'il avait participé à une occupation de la direction départementale de La Poste : son licenciement avait été refusé successivement par l'inspection du travail en 2010, par le ministre du Travail en 2011, puis par le tribunal administratif en 2014.

En avril dernier la Cour d'appel du tribunal administratif de Versailles a annulé les 3 précédentes décisions et a ainsi relancé toute la procédure! L'inspection du travail a de nouveau refusé son licenciement mais c'est désormais Mme Pénicaud, ministre du Travail et ex-DRH de Danone, qui va décider du sort de Gaël! Notre mobilisation doit empêcher son licenciement!

La Poste a décidé de frapper fort contre les militantes et militants combattifs. L'intervention du GIPN contre les grévistes du centre de tri de Bègles-Bordeaux en 2005 avait constitué le coup d'envoi de cette offensive. Depuis, les poursuites disciplinaires et pénales, les licenciements, les sanctions disciplinaires se sont multipliées contre les syndicalistes et plus largement contre toutes celles et ceux qui refusent de courber l'échine : 10 ans de mises à pied cumulées par les militantes et militants SUD et CGT en Île-de-France depuis 2012 ont été recensées, 14 ans depuis 2010! 4 militants syndicaux du 92 ont été mis en garde à vue en pleine grève en 2014. Olivier Rosay a subi à lui seul 69 mois de suspension de fonction! Dans le 92 aussi, Yann Le Merrer a été révoqué, puis en attente de poste suite à l'obligation faite à son employeur de le réintégrer.

Cette logique répressive touche aujourd'hui l'ensemble du monde du travail : plus de 4 000 poursuites disciplinaires ou pénales ont été intentées contre des grévistes ou des manifestants depuis le mouvement de 2016 contre la loi travail. Mais cette répression est combattue, que ce soit concernant les peines de prison pour les ex-Goodyear, contre les violences policières dans les quartiers populaires, pour les inculpés du procès du Quai de Valmy, à PSA Poissy, pour Loïc de la Compagnie Jolie Môme par exemple. Si la répression est là, c'est bien qu'il y a des résistances. Nous appelons à regrouper tous les cas de répression pour être en mesure de

mettre un coup d'arrêt à l'offensive actuelle. Si nous regroupons nos forces, nous pouvons gagner!

**RASSEMBLEMENT
LE 6 FÉVRIER À 19 H
devant le ministère du Travail
à Paris (métro Varenne)**

Parmi les premiers signataires : Jean-Pierre Mercier (CGT PSA), Cécile Gondard (secrétaire nationale Solidaires), Éric Beynel (secrétaire national Solidaires), Pierre Khalfa (Copernic), Willy Pelletier (Copernic), Mickael Wamen (CGT Goodyear), Xavier Mathieu (ex



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

CGT Continental), Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise), Éric Coquerel (La France insoumise), Olivier Besancenot (NPA), Philippe Poutou (NPA), Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière), Romain Altmann (Info com CGT)...
<https://www.change.org/p/non-au-licenciement-de-gael-regroupons-nous-contre-lanrepression-la-poste-et-ailleurs>

ROUEN Les manifs lycéennes ont déjà commencé

Jeudi 25 janvier, 350 lycéenEs manifestaient à Rouen contre des fermetures de classes. La suite d'une mobilisation commencée le 19 janvier, où 200 lycéenEs de Jeanne-d'Arc manifestaient devant le rectorat.

Des professeurs du lycée étaient également en grève : 62 postes au total seront supprimés dans les lycées de l'académie à la rentrée prochaine. Ce sont les élèves des sections artistiques qui ont été les fers de lance de la mobilisation, révoltés par l'annonce de la fermeture de classes dont les enseignements sont jugés « inutiles et coûteux » par un gouvernement décidé à faire toutes les économies possibles sur le dos du service public de l'éducation.

« Rejoignez-nous »

Une assemblée générale avait appelé à une nouvelle manifestation pour le jeudi 25 janvier, cette fois en incitant l'ensemble des lycéenEs de l'agglomération à rejoindre la mobilisation. Tracts, affichettes, pochoirs, relais sur



DR

les réseaux sociaux ont permis de rassembler 350 lycéenEs dans les rues de Rouen. Les mots d'ordre de la manif étaient également tournés contre la sélection à l'entrée à l'université. La manif a fait le tour de plusieurs lycées pour les faire débayer, avec succès devant plusieurs d'entre eux,

aux cris de « Rejoignez-nous, ne nous regardez pas ! » Tout le monde s'est donné rendez-vous pour le 1^{er} février, date de mobilisation nationale contre le plan Vidal qui instaure la sélection à l'entrée à la fac. Les lycéenEs rouennais ont ouvert la voie!

Correspondante

GRENOBLE De l'air, de l'air, ouvrons les frontières avec le Patio solidaire!

Depuis décembre, une soixantaine de sans-logis, pour la plupart en situation de demande d'asile et souvent sous le coup de la procédure Dublin, ont trouvé refuge dans un bâtiment du campus de Saint-Martin-d'Hères, le Patio. L'occupation a été initiée par un collectif pour répondre au problème du grand nombre de personnes sans-abri en plein hiver.

L'action menée à Grenoble est doublement stratégique. Elle offre d'une part une protection contre une intervention des « forces de l'ordre ». Elle oblige d'autre part la direction de l'université à se positionner. Après l'occupation d'un amphithéâtre le 4 décembre, cette dernière s'est engagée à ne pas faire intervenir les forces de police, entamant un processus de négociation avec la préfecture et mettant à disposition des occupantEs les locaux d'un ancien laboratoire.



DR

Une expérience victorieuse

La menace d'une éventuelle expulsion hors de ces locaux le 22 décembre, date de fermeture de l'université pour les vacances, a entraîné une mobilisation d'ampleur, la tenue quotidienne d'AG de lutte et la préparation de négociations avec les instances universitaires.

La direction de l'université, dans un contexte marqué par les élections universitaires, a été poussée à fournir une partie du soutien matériel nécessaire à cette action politique de « visibilité » du problème des sans-logis et des demandeurs d'asile. Le Patio est ainsi devenu l'une des expériences victorieuses d'action directe de soutien aux exiléEs. Plusieurs camarades du NPA s'y sont largement investis, depuis l'occupation initiale jusqu'au développement de cet espace d'hébergement d'urgence, afin d'en faire un véritable lieu de vie, d'accueil et d'accompagnement.

Le combat politique ne fait que commencer : il faut mobiliser le campus grenoblois et au-delà, afin d'obtenir gain de cause sur la base de nos revendications en ce qui concerne l'hébergement, la sécurité et l'accueil des migrantEs, mais aussi plus largement dans la perspective des débats sur la nouvelle loi asile 2018. Pour ce faire, de nombreuses actions de soutien auront lieu prochainement : exposition, soirées de conférence, de performances et de projections-débat sur le campus ; participation à la marche nationale contre le racisme d'État, les violences policières et pour la liberté de circulation et d'installation du 17 mars à Paris ; organisation de l'étape grenobloise de la marche La Roya-Calais...

Lola Zetkeem

va être considérablement modifiée, notamment à travers la mise en place de la plateforme Parcoursup. Désormais, les étudiantEs ne pourront plus faire que 10 vœux, sur une offre totale de formation qui comprend 12 000 possibilités. Surtout, les candidatEs seront triés selon une liste « d'attendus » (équivalent des prérequis que souhaitait Macron) nationaux et locaux, comme avoir suivi un module précis, sur une plateforme internet par exemple, ou bien avoir le BAFA.

Deuxième aspect de la réforme, celle-ci prévoit la fin de la compensation. Ce mécanisme permettait jusqu'ici, pour les (nombreux) étudiantEs qui obtenaient moins de 10/20 dans une UE (unité d'enseignement) de la compenser avec les autres UE en obtenant une moyenne supérieure à 10/20 sur

l'année. Concrètement, le taux d'échec à l'université va augmenter significativement. Cet aspect de la réforme est d'autant plus explosif que cette dernière coïncide avec deux autres chantiers du gouvernement et des directions d'université qui sont actuellement sur la table. D'une part, la fin des rattrapages qui pourrait être expérimentée dès l'année prochaine. D'autre part, l'interdiction des redoublements qui vient d'être mise en place, à titre « d'expérimentation », par les universités Paris V, VI et VII dans les filières de médecine, et pourrait se généraliser rapidement à d'autres filières et universités.

Mobilisation croissante

Enfin, le gouvernement souhaite mettre en place une modularisation des enseignements avec la fin des parcours et des



DR

années de licence, c'est-à-dire une latitude beaucoup plus grande pour composer son parcours avec différents modules. Cela signifierait l'enterrement de toute possibilité d'équivalence nationale des diplômes et donc le renforcement

à se mobiliser largement pour contrer ce projet, surtout que cette réforme d'ampleur en annonce d'autres, comme l'augmentation des frais d'inscription qui était dans le programme du candidat Macron.

d'une université à deux vitesses, avec des parcours d'élite et des parcours « poubelles ».

Le projet général est limpide : exclusion de plus en plus d'étudiantEs, en particulier celles et ceux issus des classes populaires, de l'enseignement supérieur. Il y a donc urgence

Dans certaines universités, la mobilisation a déjà commencé : à Toulouse Jean-Jaurès, 600 étudiantEs se sont réunis en assemblée générale ; à Paris 1-Tolbiac, 400 personnes. Ces universités appellent les autres facs à faire de même. Par ailleurs, une première « Coordination nationale de l'éducation » (CNE), appelée par les organisations syndicales du supérieur mais aussi du secondaire s'est réunie le 27 janvier à Paris 3.

Le jeudi 1^{er} février, l'intersyndicale de l'enseignement supérieur appelle à une journée de mobilisation, rejointe par plusieurs organisations de jeunesse, dont le NPA jeunes. Il faudra être nombreuses et nombreux, en grève et dans la rue, pour poser la première pierre d'une mobilisation seule à même de faire reculer le gouvernement.

Georges Camac

Les comités en action!

Paris 19^e Mai 68 – 2018?



© NPA

Le 24 janvier était sans doute une première pour l'année 2018: une réunion publique du NPA à l'occasion du cinquantenaire de mai 1968. Quelque 80 personnes ont fait le déplacement dans un café du 19^e arrondissement – un quartier populaire de Paris – pour discuter de mai 68 et des perspectives politiques pour cette année. Ils ont eu le plaisir d'entendre une introduction d'Alain Krivine, particulièrement bien placé pour aborder ce sujet, car il était un des animateurs du soulèvement étudiant d'il y a 50 ans qui s'est soldé par la plus grande grève générale dans l'histoire de France. La discussion ne s'est pas limitée aux événements historiques mais s'est élargie aux luttes actuelles, que ce soit la victoire contre le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, la grève dans les EHPAD ou encore la solidarité avec le peuple iranien. Les ventes à la table de presse n'ont pas démenti l'intérêt pour le sujet, avec de nombreux ouvrages sur mai 68 et sur les luttes actuelles. Mais surtout de nombreuses personnes nous ont laissés leurs coordonnées. On ne manquera pas de les contacter pour parler du NPA et des prochaines mobilisations.

Strasbourg Une mobilisation unitaire (et exemplaire) contre le fascisme.

Après leur échec à Lyon l'année dernière et avant leur tentative prochaine d'ouverture d'un local à Chambéry, c'est aujourd'hui à Strasbourg que les fascistes du « Bastion social » tentent de s'installer. Sous couvert de solidarité avec les « SDF français », c'est en réalité un repère d'agresseurs racistes qui a ouvert, à l'image de leur trésorier, condamné à 8 mois de prison ferme après le passage à tabac d'un étudiant d'origine algérienne le soir de l'inauguration le 9 décembre dernier, ou encore de l'agression d'un chauffeur de tramway plus récemment à 100 mètres du local. Combien d'agressions encore avant que ce lieu ne soit définitivement fermé?



© FACEBOOK FERMONS L'ARCADIA

Amplifier jusqu'à la fermeture de l'Arcadia

Depuis, une mobilisation exemplaire s'organise et s'amplifie pour imposer la fermeture de l'Arcadia, un lieu qui menace directement nos libertés et qui représente un danger pour toutes et tous, en premier lieu les personnes noires, arabes, Roms, musulmanes, juives ou LGBTIQ. Après une première manifestation réussie en décembre, nous étions 600 samedi 20 janvier à hurler notre dégoût et notre colère face aux fachos du « Bastion social ». Habitants et acteurs sociaux du quartier, étudiants, parents d'élèves, commerçants, militantEs, chacun a participé à la construction d'une mobilisation populaire contre l'implantation des fascistes dans notre quartier: diffusion et boîlage de tracts, signature de pétitions, courriers de protestation aux institutions locales, graffitis, manifestations unitaires, etc. Cette mobilisation doit maintenant continuer de s'amplifier jusqu'à la fermeture de l'Arcadia. Nous donnons ainsi rendez-vous à Strasbourg les 2 et 3 mars pour un week-end antifasciste. Pour plus

La Zad a une histoire paradoxale: « zone d'aménagement différé » créée pour un aéroport, elle a gelé des terres et les a préservées de l'urbanisation et des remembrements, gardant une biodiversité exceptionnelle dans la région. Une fois la victoire acquise, en bonne partie grâce à son occupation, sa fonction pourrait s'éteindre, et la Zad disparaître. La question du devenir des habitants de la Zad est complexe, car la Zad n'est pas un mouvement uniforme, et chaque revendication affecte différemment ses habitants. Les gouvernants ne souhaitent qu'une chose: que cesse cette exception d'un territoire qui leur résiste ouvertement. D'où la condition posée de normaliser la désormais fameuse « route des chicanes »: occupée à l'origine pour ralentir la progression policière en cas d'intervention massive, elle était devenue un symbole trop visible pour l'État. Maigre contrepartie en vérité que la demande de « libération » de cette route. Le mouvement contre l'aéroport s'en est acquitté pour sauver la face de l'État. Une manière de donner des gages pour entrer en négociation. Mais qui laisse sur le bord de la route une partie des zadistes, parmi les plus précaires.

Terres, expulsions et amnistie: trois exigences du mouvement

La première revendication du mouvement est de geler la redistribution institutionnelle des terres. Rendues à leur vocation agricole, les terres de la Zad seraient distribuées par la Chambre d'agriculture. Les terres reviendraient ainsi en grande partie à l'agrandissement des grandes exploitations au détriment des petits paysans. Les nouveaux paysans de la Zad, installés depuis 2013 et officiellement déclarés, seraient alors privés de terres. Le bocage serait de plus détruit pour laisser place à de grands champs vidés de leur biodiversité. Enfin, les habitants de la Zad non déclarés à la Mutualité sociale agricole (MSA) n'y auraient officiellement plus leur place. La seconde exigence du mouvement est donc le refus de toute expulsion – malgré les menaces du Premier ministre. Car il s'agit non seulement de respecter celles et ceux qui ont permis la victoire contre l'aéroport par leur occupation, mais aussi de laisser vivre ce qui s'y invente, en marge des normes du capitalisme. La troisième exigence est l'amnistie pour les faits liés au mouvement, tout comme des travailleurEs réclament le paiement de leurs jours de

d'infos, suivre et faire suivre la page Facebook « Fermons l'Arcadia, local fasciste à Strasbourg ». Plus que jamais, pas de fachos dans nos quartiers, pas de quartier pour les fachos!

Saint-Denis Des papiers pour touTEs!

500 personnes ont manifesté samedi dernier dans les rues de Saint-Denis, à l'appel de la coordination de lutte des sans-papiers du 93 et de collectifs d'habitants d'immeubles expulsés au cours de l'année 2017. Quelque chose est en train de bouger. La coordination, les collectifs sont obligés de se regrouper pour faire face, pour avancer leurs revendications. L'hiver est rude pour les sans-papiers. 2 immeubles ont été évacués à La Plaine Saint-Denis en 2017, zone qui est depuis des années en pleine rénovation et qui va l'être d'autant plus avec le Grand Paris et les jeux Olympiques 2024. Après l'expulsion il n'y a quasiment pas eu d'hébergement. Seulement la rue, les voitures pour s'abriter la nuit, pour des

personnes qui, de plus, travaillent la journée dans des conditions difficiles. Les titres de séjour: c'est la revendication essentielle. D'eux dépendent le travail, le logement, la sécurité dans la rue. Mais les conditions imposées en préfecture sont surréalistes. Déposer son dossier pour un demandeur de titre de séjour est quasiment impossible: obligation de le faire par internet sur un site dont l'ouverture n'est pas



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

Notre-Dame-des-Landes

Le 10 février, enraciner la Zad

Ainsi, au bout de 50 ans de lutte, l'État, les collectivités locales et le patronat ont cédé: il n'y aura pas d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. L'histoire pourrait s'arrêter là et les chroniqueurs commencer à rédiger des livres écrits au passé. Mais ce qui s'est créé depuis 2009 contre l'aéroport refuse de s'éteindre: un foyer de lutte, une convergence exceptionnelle. C'est pour la Zad et ce qu'elle porte d'espoirs que nous manifesterons le 10 février.



grève. Aussi bien les paysanEs que les occupantEs sont concernés. Une fois ces premières garanties acquises, l'objectif du mouvement est de créer une entité juridique qui aurait officiellement en charge la gestion d'une partie des terres de la Zad, en servant d'interface avec les institutions. La Zad pourrait alors vivre sa vie selon ses propres règles. Ce qui semblait il y a quelques semaines parfaitement utopique est devenu soudain plus réaliste, pour autant que le mouvement sache continuer à mobiliser. C'est pour porter l'ensemble de ces revendications que nous serons sur la Zad le 10 février. Pour que vive la Zad, qu'elle reste un lieu de vie mais aussi d'expérimentation des alternatives anticapitalistes. Pour que cette victoire ouvre la voie à d'autres succès: contre la poubelle nucléaire de Bure ou le TGV Lyon-Turin, bien sûr, et partout ailleurs. Car contre l'État, les flics, les patrons et les multinationales, nous savons désormais qu'il est possible de gagner!

CorrespondantEs NPA 44

Infos pratiques sur <https://www.acipa-ndl.fr/actualites/divers/item/785-10-fevrier-2018-notre-dame-des-landes-enracinons-l-avenir>

Poursuivi par le Medef suite à l'occupation de ses locaux parisiens le 7 juin 2016, Loïc Canitrot, militant à la CGT-spectacle et membre de la Compagnie Jolie Môme, a été relaxé le 25 janvier dernier. Un dossier vide, un Medef absent lors du procès: une mascarade. Accusé de violences contre le responsable de la sécurité de l'organisation patronale, Loïc a décidé d'attaquer le Medef pour dénonciation calomnieuse et violences. Une belle victoire, et une affaire à suivre!



Loïc relaxé!

constante et qui dépend du bon vouloir des services préfectoraux. Avec des délais de plusieurs mois, voire de plus d'une année pour avoir un début de réponse.

À cela s'ajoute la banalisation de la chasse aux migrantEs autour de la porte de la Chapelle, le long de l'avenue Wilson, par les polices nationale et municipale, qui veulent les empêcher de s'installer, de se poser, alors qu'aucune autre réponse n'est apportée. Ainsi que la multiplication des contrôles de police dans les gares de la ville, les arrestations, les mises en centre de rétention. C'est ce cocktail d'inhumanité qui a poussé les collectifs de sans-papiers à se regrouper et à se mobiliser ensemble. Ils ont été soutenus par un très grand nombre d'associations et organisations de la ville. Une dynamique de lutte est engagée, qui s'inscrit dans la mobilisation de la marche nationale du 17 mars, avec comme cible la politique du gouvernement Macron qui annonce pour mars sa loi scélérate qui déjà soulève des protestations nombreuses. L'épreuve de force est engagée.

Festival BD d'Angoulême

Richard Corben et la contre-culture consacrés

Richard Corben (77 ans), icône de la contre-culture, a reçu le Grand prix 2018 du Festival international de la bande dessinée d'Angoulême.



Ware et Emmanuel Guibert (*la Guerre d'Alan, le Photographe*).

Retour aux origines

Avec le sacre de Corben, c'est le retour aux origines, aux premières éditions du festival quand *Actuel* et *Métal Hurlant* donnaient le ton à une BD «fantastic» et SF, avec le soutien des Moebius et Druillet. En France, seuls les passionnés et les auteurs continuaient à suivre les sublimes créations de Corben.

Richard Corben est le 5^e auteur états-unien à être sacré à Angoulême, après Bill Watson en 1974, Will Eisner en 1975, Robert Crumb en 1995 et Art Spiegelman en 2011. Que du bon ! La fiche biographique établie par le Festival d'Angoulême nous en apprend plus sur le personnage et sur le choix du jury :

« Né en 1940 à Anderson, dans le Missouri (États-Unis), Richard Corben commence à publier différentes histoires dans des magazines underground avant d'être engagé chez Warren Publishing, où il va devenir célèbre pour ses illustrations d'horreur et de science-fiction. Il est ainsi l'un des grands contributeurs des journaux cultes aux USA : *Creepy* et *Eerie*. La patte de Richard Corben est immédiatement reconnaissable. Maître d'une imagerie qui opère dans tous les "mauvais genres", il réalise des histoires d'horreur, de fantasy et de SF hallucinées et psychédélicques, souvent mêlées d'humour acide. Grand amateur d'expériences graphiques, dessinateur virtuose, Corben sculpte avec un souci du détail étonnant des corps et des visages

au paroxysme de leur expressivité, cernés par un répertoire d'animaux, de décors et de monstres chimériques et entêtants. Ses compositions sont le plus souvent modelées par une lumière irréaliste, mais aussi par une mise en couleur explosive, au bord de la saturation, en dégradés longtemps exécutés à l'aérographe et devenus caractéristiques de l'auteur. Influencé par de grands auteurs de l'imaginaire, comme H. P. Lovecraft, Robert E. Howard ou Edgar Allan Poe, il publie notamment la saga *Den*, mais aussi *Vic & Blood* ou *Mondes Mutants*. Il collabore aujourd'hui avec de grands groupes d'édition, comme DC/Vertigo, Marvel ou Dark Horse, et on retrouve son trait inimitable au sommaire de *Luke Cage*, *The Punisher*, *Hulk* ou encore *Hellboy*. » C'est le triomphe de l'anti-Trump. Selon son éditeur français, « Corben est enthousiasmé, il n'a pas fermé la porte pour sa participation l'an prochain et réalise une belle exposition », comme Cosey. Nous y reviendrons car le président de l'édition 2018 a bien voulu nous accorder un entretien. **Sylvain Chardon**

Essai

L'État islamique de Mossoul, d'Hélène Sallon

La Découverte, 284 pages, 19 euros.

La ville irakienne de Mossoul a connu, de l'été 2014 à l'hiver 2016-2017, une domination sans partage de l'État islamique (EI), qui en a fait sa capitale économique et un lieu d'expérimentation « grande nature » de son projet politique et social. La journaliste du *Monde* Hélène Sallon, présente sur place lors de la bataille de Mossoul (octobre 2016-juillet 2017), qui s'est conclue par une défaite de l'EI, a recueilli de précieux témoignages des habitantEs de la ville, qui permettent de mieux comprendre la réalité de la vie sous administration de l'EI.

Enquête de terrain

« Ces témoignages inédits se tiennent à distance des ouvrages spectaculaires en forme de témoignages de djihadistes ou de leurs victimes, comme des analyses froides et désincarnées de chercheurs qui n'avaient pas accès au terrain. » Dans l'introduction de son livre, Hélène Sallon souligne l'originalité de son travail, qui fait toute la force de l'ouvrage : il s'agit avant tout d'une enquête de terrain, qui privilégie et rapporte la parole des habitantEs de Mossoul sans prétendre produire une analyse exhaustive du « phénomène » État islamique. Le livre permet ainsi, en premier lieu, de saisir dans toute sa complexité le contexte dans lequel l'EI a pris le contrôle de la seconde ville d'Irak. À bien des égards, l'EI a en effet pu être vu par une partie des habitantEs de Mossoul comme un groupe de « libérateurs », déterminés à lutter contre un gouvernement irakien honni, dans une ville sunnite, notamment en raison de ses politiques confessionnelles discriminatoires. Qui plus est, dans les jours et les semaines qui ont suivi la prise de contrôle de la ville, l'EI a su séduire les habitantEs : nettoyage de la ville, rétablissement de la sécurité, reprise en main des services municipaux et des industries, etc.

Petit appareil d'État

Une politique de séduction qui s'est rapidement accompagnée de l'imposition d'un ordre social particulièrement réactionnaire, notamment à l'égard des femmes : interdits vestimentaires, brigades des mœurs multipliant les violences, châtiments corporels, etc. Un ordre social également imposé par une reprise en main des écoles, des universités, des hôpitaux, etc. Une « entreprise totalitaire », selon le sous-titre de l'ouvrage, marquée par une violence, physique et psychologique, de tous les instants, mais aussi par une capacité à obtenir un

consentement d'une partie de la population, par le clientélisme et la promesse du « retour à l'ordre ». Ce que l'on comprend également à la lecture de l'ouvrage, c'est à quel point l'image de l'EI comme un « simple » groupe terroriste est erronée. Prise de contrôle des banques et de l'administration, collecte des impôts, développement de services de renseignements : l'EI a en réalité constitué un petit appareil d'État à Mossoul, une machinerie politico-administrative dont l'ampleur et le caractère rationnel demeurent à ce jour peu connus. **Julien Salingue**



Roman

La Disparition de Josef Mengele, d'Olivier Guez

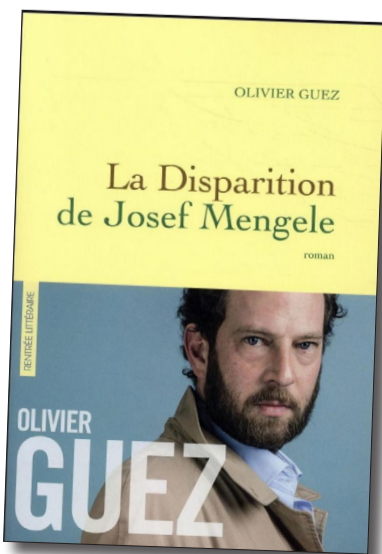
Grasset, 240 pages, 18,50 euros.

Josef Mengele, considéré comme l'un des pires criminels nazis, médecin dans le camp d'extermination d'Auschwitz, surnommé « l'ange de la mort », a réussi pendant trente ans à passer au travers des mailles du filet.

Soutenu par sa famille de riches industriels qui l'aidera à développer une filiale à Buenos Aires, il y vivra comme un roi alors que l'entreprise familiale, à Günzburg, prospérera allègrement, sans jamais être poursuivie.

Une cavale de 30 ans

Olivier Guez, dans un récit très documenté, nous relate sa cavale. Il alterne judicieusement le récit de la deuxième vie de Joseph Mengele, en exil, et celui de son passé dans l'Allemagne nazie, ne lésine pas sur les descriptions atroces des tortures et autres « expérimentations médicales » sur les personnes déportées, et détaille les aides et complexités

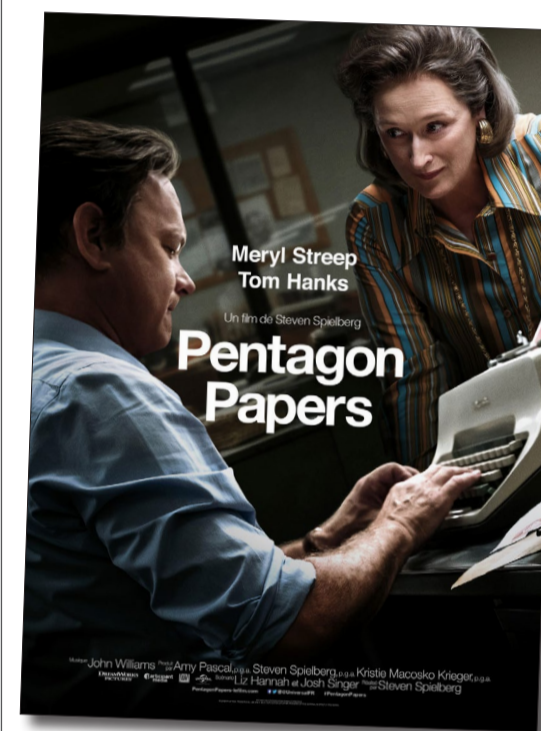


dont Mengele a bénéficié pour se cacher en Amérique latine. À commencer par l'Argentine bienveillante, où il arrive en 1949, paradis pour de nombreux anciens nazis (Eichmann entre autres...) qui y ont recommencé une nouvelle vie grâce à la complaisance de Perón. Mengele devra plus tard, fuir au Paraguay, puis au Brésil, où il mourra seul, dans un quartier miteux. Il n'aura pas connu, comme Eichmann, l'angoisse de comparaître en justice. On a du mal à interrompre la lecture de ce récit, vrai travail de recherche qui nous replonge dans l'horreur du nazisme et la lamentable réalité qui fut celle de l'Argentine de Perón. **Sylvie Tridon**

Cinéma

Pentagone papers, de Steven Spielberg

Un ancien reporter de guerre contacte des organes de presse (*New York Times* d'abord, puis *Washington Post*) pour leur remettre un rapport demandé par le secrétaire à la Défense. Le document met en évidence l'obstination des gouvernants successifs à envoyer des troupes au Vietnam alors que la défaite américaine était évidente.



Le premier film de Steven Spielberg sur la presse nous raconte comment le *Washington Post*, journal local, va acquérir une dimension nationale en publiant ces documents. Cette publication par le *Post* redéfinira le rôle et la place de la presse au sein de la société étatsunienne.

Manifeste pour la liberté d'informer

Les risques pris par les journalistes et l'atmosphère tendue des salles de rédaction nous tiennent en haleine. Le duo Meryl Streep-Tom Hanks fonctionne bien. Rappelons que Meryl Streep n'a pas caché tout le mal qu'elle pensait de Donald Trump. Soulignons en outre l'importance du personnage de Katharine Graham (Meryl Streep), anciennement dans l'ombre de son mari, propulsée à la mort de ce dernier à la tête d'un journal dont elle devient directrice de publication. Une réserve peut toutefois être émise quant à la représentation des femmes : Meryl Streep, même au cœur de l'action, est toujours représentée en parfaite femme d'intérieur, gentille grand-mère et hôtesse, parfaite maîtresse de maison. Tony Bradlee, épouse du rédacteur en chef (Tom Hanks) est quant à elle cantonnée à un rôle, alors que la rédaction est en effervescence, à domicile, qui se limite à proposer des sandwiches. Ce thriller réalisé par Spielberg en un temps record, comme réponse aux attaques de Trump contre la presse et les médias, n'en est pas moins un vrai manifeste pour la liberté d'informer. **ST**

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com
27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44 - Fax : 01 49 28 52 43
Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h - 20 h, mardi au samedi : 12 h - 20 h

« Il est urgent qu'une mobilisation la plus large possible se fasse pour la défense de l'accès aux soins et pour notre système de protection sociale. »

Peux-tu nous présenter la Coordination nationale ? Quels sont ses axes de bataille ?

La Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité est une association née en 2004 suite à la lutte pour le maintien de l'hôpital de Saint-Affrique. Elle regroupe une centaine de comités adhérents sur toute la France.

Depuis 2008, la CN est agréée auprès du ministère en tant qu'association d'usagers de la santé, ce qui permet à nos comités de présenter des candidats dans les instances (ARS et hôpitaux).

L'axe central de nos revendications est la défense de l'accès aux soins pour toutes et tous partout. Cela va donc au-delà de la simple défense d'un établissement ou d'un service ; nous intervenons sur les problèmes de démographie médicale, tant en ville qu'à l'hôpital ; nous défendons le 100% Sécurité sociale pour la santé, englobant la prévention, le soin, l'éducation thérapeutique et la perte d'autonomie.

Nous avons, bien entendu combattu la tarification à l'activité (T2A) qui a contribué à plomber les budgets de la majorité des hôpitaux, la loi Bachelot (HPST), notamment la mise en place des ARS et la nouvelle gouvernance dans les hôpitaux, la loi Touraine (dite de modernisation de notre système de santé), notamment la création des groupements hospitaliers de territoire (GHT) qui, entre autres, vont mettre un terme à la proximité. Nous nous opposons aux dépassements d'honoraires et sommes contre l'activité libérale à l'hôpital.

Enfin, nous réclamons une véritable démocratie sanitaire avec de véritables pouvoirs de décision à tous les niveaux en créant des structures regroupant professionnels de santé, élus et citoyens.

Nous réunissons nos comités 2 fois par an, lors de rencontres où nous travaillons sur un thème lié à la santé et à l'accès aux soins : en juin à Concarneau nous avons travaillé sur l'accès aux soins des personnes en perte d'autonomie et en novembre à Mayenne sur la psychiatrie.

Nous éditons un bulletin hebdomadaire, écho des informations de nos comités et des luttes dans les établissements de santé.

Nos informations et celles de nos comités peuvent être consultées sur notre site : <http://www.coordination-nationale.org>.

Quelle est la situation des comités et que représentent-ils sur le territoire ?

Comme indiqué précédemment, la CN compte une centaine de comités adhérents et est en relation avec environ 400 contacts.

Beaucoup de comités sont engagés dans des batailles pour la défense d'un établissement ou d'un service (Decazeville, Die, Remiremont, Paimpol, Juvisy, Créteil, Saint-Claude, Moutiers...), d'autres ont des interventions plus larges sur la santé : éducation populaire, rencontres avec la population, projets de centres de santé...

Avec la mise en place des GHT et les problèmes de démographie médicale, nous avons enregistré une dizaine de nouveaux comités ces deux dernières années.

Les comités sont le plus souvent constitués en associations, mais certains sont aussi des collectifs regroupant associations, syndicats, partis politiques et citoyens.

Entretien. Hélène Derrien est présidente de la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité. Nous revenons avec elle sur l'évolution du système de santé en France, et sur le rôle des mobilisations associant personnels et usagers.

La règle qui prévaut, afin d'avoir une action la plus large possible, est de fonctionner sur la base du «trépied» : professionnels de santé, élus et citoyens.



Que penses-tu de la politique de ce gouvernement vis-à-vis des hôpitaux ?

Ce qui termine de se mettre en place, car les réformes se sont enchaînées depuis de nombreuses années, quelle que soit la majorité gouvernementale, c'est une organisation sanitaire réduite à minima, avec un regroupement autour des CHU.

Sous l'objectif fallacieux « de l'accès à des soins d'excellence pour toutes et tous », les établissements de proximité sont réduits à peau de chagrin, obligeant les patients à faire des kilomètres pour se soigner.

En fait c'est la politique d'austérité, qui prévaut pour l'ensemble des services publics, qui pèse sur les établissements, imposant des fermetures de services, de lits, des réductions massives de personnels.

L'exemple le plus criant est sans doute aujourd'hui la situation des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) où le manque de moyens a abouti à une souffrance des personnels et à une maltraitance institutionnelle des personnes âgées.

Mais cette situation se retrouve dans la quasi-totalité des hôpitaux et notamment dans les services d'urgences.

Tu es en Bretagne et, il y a quelques années à Carhaix, une lutte victorieuse en défense du service de chirurgie et de la maternité a largement marqué les esprits. Quelles leçons peut-on en tirer ?

La lutte victorieuse pour la maternité de Carhaix reste effectivement dans les mémoires, et pas seulement en Bretagne. Son succès est dû à plusieurs causes, mais la principale est bien la mobilisation large des personnels, des élus et des citoyens.

L'image emblématique du maire y a sans doute été pour beaucoup, mais il n'empêche que c'est tout un territoire qui s'est soulevé. Decazeville connaît le même type de mobilisation et continue à se battre pour la réouverture de la maternité. Il en est de même à Die où toute la population s'est mobilisée depuis 30 ans.

Cela prouve d'une part que la mobilisation est nécessaire : « Qui ne se bat pas est sûr de perdre », mais une mobilisation la plus large possible et faite pour durer car, partout la vigilance reste de mise, même à Carhaix !

Comment l'unité se réalise-t-elle entre les usagers, les syndicats et les personnels ?

La construction est différente d'un endroit à un autre ; parfois c'est le personnel qui commence une action et sollicite le soutien des usagers et des élus et parfois ce sont les usagers, plus rarement les élus qui démarrent. Pour les personnels, le fait d'extérioriser l'expression est souvent capitale, notamment ces derniers temps où la répression des directions est de plus en plus dure. Dans les EHPAD, par exemple, le fait de faire se rencontrer personnels et familles de résidents permet le plus souvent non seulement d'avancer ensemble face aux directions et/ou aux tutelles, mais également d'éviter des conflits potentiels de personnes.

Comment vois-tu l'avenir de l'hôpital et en particulier les hôpitaux de proximité ? Et les luttes à venir ?

Les différentes réformes vont aboutir à une concentration des activités autour des CHU, avec un émiettement sur les sites périphériques : maternité, médecine, gériatrie... La psychiatrie est profondément remise en cause dans sa spécificité et, regroupée avec la Médecine chirurgie et obstétrique (MCO), elle ne sera plus en capacité de faire face aux besoins des patients.

Dans cette organisation, le secteur privé va se tailler la part du lion en récupérant une partie des activités les plus rentables : chirurgie programmée, oncologie, etc.

C'est la carte sanitaire qui va être totalement redessinée, faisant de certains territoires des déserts sanitaires. Les « solutions » avancées par le ministre dans sa feuille de route n'apporteront pas de réponses satisfaisantes aux besoins de soins.

Par exemple, si l'ambulatoire est intéressant dans certains cas, il ne peut aucunement être LA solution. Bon nombre de personnes ne peuvent pas retourner à leur domicile après une intervention et ce d'autant plus que nous manquons de médecins pour assurer le suivi en aval.

La télémédecine est également un outil intéressant, notamment pour l'interprétation de radios ou d'examens de laboratoire ou pour la mise au point de protocoles, mais la prise en charge d'un patient exige plus que la présence devant un écran et, encore une fois, quel médecin sera en capacité de répondre à distance vu la pénurie actuelle ?

Il nous faut donc continuer à nous battre pour défendre un maillage équilibré du territoire, des structures de proximité travaillant en coopération avec des établissements plus spécialisés pour assurer la continuité de la prise en charge.

Depuis le début de l'année, nous avons engagé une campagne nationale pour l'accès aux soins de toutes et tous, avec une pétition nationale et des actions de nos comités. Cette campagne se terminera à Paris ou en région parisienne en juin prochain. Il est urgent qu'une mobilisation la plus large possible se fasse pour la défense de l'accès aux soins et pour notre système de protection sociale. C'est un modèle de société néfaste au plus grand nombre qui se met en place et il est urgent d'appeler la population à exiger une autre politique de santé.

Propos recueillis par Jeanine Carasco

L'image de la semaine



Vu ailleurs

Les Echos NEIGE ENSANGLANTÉE. Fidèle à sa stratégie

exportation de « pionnier tourné vers la montagne », Poma vient de lancer l'exploitation de son premier télésiège en Tchétchénie. À Vedoutchi, la station de ski inaugurée avec faste ce week-end sur l'un des flancs de cette république russe du massif caucasien, [l'entreprise française] a aussi participé à la conception de la première piste longue d'un kilomètre, d'aménagements pour les enfants et de structures d'accueil.

« Un grand merci ! Ce n'est que le début... », s'est enthousiasmé Ramzan Kadyrov. Le président tchétchène, loué par la population pour le développement économique de la république en ruines après dix ans de guerre mais critiqué par les ONG pour son régime autoritaire et ses entraves aux droits de l'homme, est venu en personne inaugurer la station. Brièvement à côté de lui pour une poignée de mains dans la foule joyeuse et partisane de la cérémonie, Jean-Paul Huard, vice-président de Poma, ne cachait pas un certain embarras. « Nous ne sommes pas des têtes brûlées, respectons lois et sanctions, faisons attention où nous mettons les pieds. Pour la Tchétchénie, le Quai d'Orsay avait donné son aval », a expliqué en aparté Jean-Paul Huard, rappelant que Poma a refusé des projets au Venezuela et en Corée du Nord mais s'est implanté sur « des terres nouvelles » (Colombie, Chine, Algérie...). « Nous vendons des équipements qui apportent de la vie ! », insiste-t-il. [...]

Benjamin Quénel, « Poma inaugure le premier télésiège construit en Tchétchénie », les Échos, 28 janvier 2018.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ54755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org